

Affaire No. 19 « VIRGINIA G »

**Réponses de la République du Panama aux questions supplémentaires
posées par le Tribunal le 6 septembre 2013**

Réponse aux « Questions aux parties I »

Question 1 : Pourquoi les procédures prévues pour demander la mainlevée de l'immobilisation du navire n'ont-elles pas été utilisées ?

Dans la présente réponse, nous nous efforcerons d'expliquer qu'en droit bissau-guinéen, le propriétaire du navire avait le droit de recourir à plusieurs procédures concurrentes pour contester les actes et décisions des autorités de la Guinée-Bissau et demander la mainlevée de l'immobilisation du « VIRGINIA G » et la libération de son équipage.

Cependant, ces procédures et recours étaient, en réalité, soit i) inaccessibles ou assujettis à des conditions prohibitives, soit ii) bloqués ou entravés par l'administration bissau-guinéenne, soit iii) inefficaces, rendant ainsi vains les efforts du propriétaire du navire.

Plus précisément :

- A. Le propriétaire du navire ne pouvait raisonnablement pas recourir à la procédure de « prompt mainlevée » prévue à l'article 65 du décret-loi 6-A/2000 car les conditions auxquelles une caution / garantie pouvait être versée étaient i) inconnues, ii) trop favorables à la Guinée-Bissau, iii) déraisonnables ou iv) exorbitantes, ce qui empêchait le propriétaire d'y recourir ;
- B. Le propriétaire du navire **a effectivement** introduit un recours administratif et **s'est enquis** des solutions possibles pour obtenir la mainlevée de l'immobilisation du navire, ainsi que la libération de son équipage et la restitution de sa cargaison, tant **avant** que la décision 07/CIFM/09 ne soit rendue qu'**entre** cette dernière et la décision 09/CIFM/09. Tout cela en vain ;
- C. Les recours introduits par le propriétaire du navire auprès du Tribunal régional de Bissau pour contester les décisions 07/CIFM/09 et 09/CIFM/09 de la Commission interministérielle de surveillance maritime (CIMF) **étaient permis** en vertu de l'article 52 2) (tel que modifié en 2005). Ces recours ont été formés, sans aucun effet. Les procédures introduites devant le Tribunal régional de Bissau sont toujours au point mort, comme elles le sont depuis trois ans et demi.

Déclaration sous serment du conseil local en Guinée-Bissau

Afin d'étayer plus avant ce qu'il affirme au sujet des procédures en cours en Guinée-Bissau, le Panama a demandé et obtenu une déclaration du conseil local du

propriétaire du navire, **Ismael Mendes de Medina**, du cabinet GB Legal (**pièce jointe A**).

M. Mendes de Medina donne des informations sur l'état d'avancement de chacune des quatre procédures instituées par le propriétaire du navire en Guinée-Bissau, fournissant (huit) documents montrant les demandes de paiement qui lui ont été faites par le greffier du tribunal, ainsi que la preuve que le propriétaire les a effectivement acquittées. Ces documents doivent être considérés comme faisant partie intégrante de la déclaration de M. Mendes de Medina, et figurent dans les parties pertinentes de la présente note (c'est-à-dire **pièces jointes 2, 7 et 9**).

M. Mendes de Medina atteste que le propriétaire du navire s'est toujours conformé avec diligence à toutes les conditions, demandes de paiement et délais légaux fixés par les tribunaux.

Pour jeter encore plus de lumière sur la question de l'inefficacité et de l'inaccessibilité des recours disponibles en Guinée-Bissau, M. Mendes de Medina déclare que, le 1^{er} avril 2010, il y a eu une mutinerie en Guinée-Bissau, ce qui a placé le pays dans une situation d'instabilité politique et militaire. Plusieurs autres mutineries ont eu lieu dans le pays, notamment le 1^{er} mars 2009, le 26 décembre 2011 et le 12 avril 2012.

Ainsi, le bon fonctionnement des institutions, en particulier l'administration de la justice, a été gêné par l'instabilité créée par la mutinerie d'avril 2010, qui s'est soldée par la fermeture temporaire des tribunaux et par d'importants retards dans le traitement des affaires pendantes.

La réponse du Panama à la question du Tribunal vise donc à montrer que le propriétaire du navire a essayé avec diligence d'obtenir justice, et ce pendant longtemps, mais que, dans la pratique, il n'a pu former aucun recours effectif en Guinée-Bissau.

Observations supplémentaires

Le Panama compte, et c'est important, montrer par cette réponse que **la Guinée-Bissau a tenté d'induire le Tribunal en erreur** par une présentation et une interprétation incorrecte de son droit interne ou de certains aspects de sa législation, afin d'étayer des allégations fabriquées de toutes pièces sur de prétendus manquements du propriétaire du navire dans le cadre de procédures disponibles ou instituées en Guinée-Bissau.

A cet égard, le Panama tient à évoquer certaines affirmations faites par les conseils, les témoins ou les experts de la Guinée-Bissau lors des audiences à Hambourg et qui, selon le Panama, sont au mieux erronées et au pire de mauvaise foi. En particulier :

- i. L'affirmation selon laquelle la procédure prévue à l'article 65 (prompte mainlevée) était la seule voie ou la « bonne » voie que le propriétaire du navire aurait dû emprunter.

M. MENEZES LEITÃO (*interprétation de l'anglais*) : Quelle est en droit bissau- guinéen la procédure d'application de ce type de sanction, et quelles sont les voies de recours dont dispose le propriétaire en pareil cas ?

M. MANÉ (*interprétation de l'anglais*) : L'article 52 de la loi, qui a été révisé en 2005, impose la saisie d'office. C'est ce qui s'est produit. La loi prévoit également que les tribunaux de la Guinée-Bissau sont compétents pour connaître des infractions à la loi sur la pêche ; l'article 56 prévoit un droit de recours du propriétaire. Il peut demander la mainlevée immédiate de l'immobilisation du navire et cette demande fait l'objet d'une décision prise dans les 48 heures, contre le paiement d'une caution d'un montant incluant tous les coûts éventuels de rapatriement et les autres coûts afférents à la procédure. Le propriétaire n'aurait eu qu'à demander la mainlevée immédiate, et le tribunal l'aurait fait prononcer. Le propriétaire aurait dû demander cette prompte mainlevée, mais il ne l'a pas fait.

M. MENEZES LEITÃO (*interprétation de l'anglais*) : Si le propriétaire avait demandé la prompte mainlevée, l'affaire aurait été néanmoins jugée par un tribunal ?

M. MANÉ (*interprétation de l'anglais*) : Dans ce cas-là, si une caution avait été versée, le tribunal, avant d'examiner l'affaire quant au fond, pour établir s'il y avait effectivement eu une violation, aurait pu sans difficulté faire prononcer la mainlevée, si la caution avait été payée conformément à la législation. Mais ce n'est pas ce qui s'est passé parce que le propriétaire a fait le mauvais choix et n'a donc pas pu obtenir ce résultat.

Procès-verbal du 5 septembre matin, déposition de Mussa Mané, p. 2

- Le Panama soutient que la Guinée-Bissau fait une confusion entre les différentes procédures / les différents recours disponibles, et qu'elle a insisté sur le recours prévu à l'article 65 (c'est-à-dire la mesure de prompte mainlevée) comme étant la seule option ouverte au propriétaire du navire.
 - Le Panama soutient que cette procédure n'est pas obligatoire et n'était pas le seul recours disponible et que, de toute manière, elle n'est pas si simple et directe que le prétend la Guinée-Bissau. Cette complexité est expliquée plus en détail ci-après.
- ii. L'affirmation selon laquelle le délai pour interjeter appel des décisions du CIFM était de 15 jours (susceptible de prorogation), selon l'article 60 1) et 2) :

M. MENEZES LEITÃO (*interprétation de l'anglais*) : Ma question, maintenant, concerne les recours formés par le propriétaire. Je crois comprendre que le propriétaire n'a pas interjeté appel contre la décision de la CIFM.

M. MANÉ (*interprétation de l'anglais*) : C'est exact. Il a fait le mauvais choix. Il avait 15 jours. Il aurait pu demander une prorogation de ce délai. La décision de la Commission a été rendue publique le 17 [27] août et confirmée le 27 septembre. Mais le propriétaire n'avait pas jusque-là

interjeté appel contre la décision. Donc, le problème, c'était l'expiration du délai. L'autre élément, c'est la forme des démarches. Le procureur contrôle la légalité. S'il n'avait pas été d'accord, il aurait fait reprendre l'affaire à son début, et elle aurait soit été jugée, soit fait l'objet d'un non-lieu. Le tribunal pénal compétent aurait examiné l'affaire quant au fond. S'il y avait eu violation, l'auteur de la violation aurait été jugé coupable et la Cour n'aurait jamais alourdi le verdict précédent. Mais dans le cas du *Virginia G*, cette procédure n'a pas été suivie.

Procès-verbal du 5 septembre matin, déposition de Mussa Mané, p. 3

- Le Panama soutient que le délai de 15 jours prévu à l'article 60 1) de la loi sur les pêcheries, dont la Guinée-Bissau¹ prétend que le propriétaire du navire ne l'a pas respecté, **n'est pas le délai applicable aux recours contre des décisions de la CIFM**, ni sur le plan judiciaire ni sur le plan administratif.
- Il s'agit du délai fixé pour le paiement de l'amende. Ce n'est que si l'amende n'est pas payée dans le délai de 15 jours (ou le nouveau délai après prorogation) que la propriété du bien saisi peut revenir au Gouvernement bissau-guinéen. **Aucune amende de ce genre n'a été imposée au « VIRGINIA G »** (comme nous l'expliquons à la question 4).
- En droit bissau-guinéen, le propriétaire du navire peut à tout moment faire appel des décisions de la CIFM comme le prévoit l'article 52 3), et aucun délai de 15 jours n'est applicable.
- Le propriétaire du navire a en fait introduit et institué les procédures qui lui étaient ouvertes, comme nous l'exposerons plus en détail par la suite. Il reste que ces procédures sont à présent au point mort, et ce, contrairement à ce qu'affirme la Guinée-Bissau, sans que l'action ou l'inaction du propriétaire du navire y soit pour quelque chose.
- De plus, le propriétaire du navire a contesté la décision administrative de la CIFM sur le plan administratif, comme nous le verrons plus en détail par la suite.
- Les questions posées par le conseil de la Guinée-Bissau et les réponses de M. Mané lors de sa déposition devant le Tribunal sont incorrectes et fallacieuses.

M. LE JUGE AKL : Merci, Monsieur Mané, mais je parlais du recours contre la décision du Tribunal qui a été fait par le Procureur général.

Pouvez-vous nous donner la date du recours du Procureur général contre la décision du tribunal et dire quelle suite a été donnée par la cour compétente de Guinée-Bissau ?

M. MANÉ (*interprétation de l'anglais*) : Je dois dire que je ne me souviens pas de tout le déroulement de ce recours. Mais je puis dire que dans les

¹ Y compris dans ses réponses à la première série de questions écrites que le Tribunal a posées aux parties, p. 7 au milieu de la page.

arguments contraires que j'ai moi-même présentés au tribunal bissau-guinéen, j'ai dit que le point essentiel, même pour ce qui est de l'affaire principale ... Malheureusement il y a eu effet suspensif et l'affaire n'est pas allée plus loin parce que le propriétaire n'a pas tiré parti des possibilités de recours dont il disposait.

M. LE JUGE AKL : Merci beaucoup Monsieur Mané.

Procès-verbal du 5 septembre matin, déposition de Mussa Mané, p. 5

iii. L'affirmation selon laquelle :

a) l'appel interjeté par le gouvernement bissau-guinéen contre l'ordonnance de suspension (injonction préliminaire) obtenue par le propriétaire du « VIRGINIA G » (procédure 74/2009) avait un effet suspensif, qui a permis que les décisions 07/CIFM/2009 et 09/CIFM/2009 de la CIFM soient exécutées ; et

b) le propriétaire du navire ne s'est plus intéressé aux procédures engagées en Guinée-Bissau et n'a pas payé ce qu'il devait au tribunal, ce qui expliquerait que les procédures soient au point mort.

M. PINTO PEREIRA (*interprétation de l'anglais*) : En fait, il y a eu un recours, mais il ne pouvait pas en être autrement parce que la décision a été reportée et que plusieurs facteurs doivent être pris en considération. En premier lieu, la mesure a été adoptée sans que l'Etat ait été entendu. Les sanctions ne peuvent être appliquées sans que la partie adverse ait été entendue, et lorsqu'une mesure définitive risque d'être mise en oeuvre sans que l'on ait entendu la partie adverse, le principe du contradictoire doit être respecté. Au fond, cela ressemble à la législation portugaise ainsi qu'à la législation européenne. Le principe du contradictoire domine. Il faut entendre la partie adverse, et cela peut avoir une incidence sur le résultat issu de la première audience. Dans ce cas, il n'y avait pas d'autre risque, parce que cela avait déjà été appliqué. Outre cette mesure, je ne vois pas quelles autres mesures auraient pu être appliquées. Dans ce cas il n'y avait pas d'autre risque étant donné que les juges n'ont pas procédé correctement parce qu'un recours devrait être soumis. Ce recours a été formé, un effet suspensif lui a été accordé, et la décision pouvait être exécutée. Mais le pire, c'est qu'on se soit prévalu du recours spécial prévu dans la Loi générale relative aux pêches, je pourrais en tirer une conclusion. Nous constatons qu'une fois que la demande a été soumise, le propriétaire a engagé une action principale, mais que cette action est restée sans suite parce que le propriétaire ne s'y intéressait plus. Pour qu'une action en justice puisse faire l'objet d'une procédure devant un tribunal, une entité doit payer quelque chose au début, et si cela n'est pas fait, alors la procédure n'a pas lieu. Le propriétaire a présenté une demande, il a également engagé une action principale, mais ensuite on lui a demandé de verser ce montant initial. Lorsqu'une partie ne paie pas les frais dans les délais impartis, le Tribunal peut admettre ce paiement ultérieurement, mais le montant est doublé. Comme rien de tel n'a eu lieu, la demande est toujours devant le tribunal en Guinée-Bissau.

Procès-verbal du 5 septembre matin, déposition de Mussa Mané, p. 15

- En ce qui concerne a), le Panama soutient que l'appel interjeté par le Gouvernement bissau-guinéen n'avait pas d'effet suspensif. Cette affirmation est confirmée par le conseil en Guinée-Bissau du propriétaire, M. Mendes de Medina, au paragraphe 4 de sa déclaration sous serment (pièce jointe A).
- De plus, la même question s'est posée dans l'affaire du « *Juno Trader* », dans laquelle M. Ricardo Alves Silva, conseil de la Guinée-Bissau, a indiqué (p. 109 du procès-verbal des audiences) ce qui suit :

Question 2 – Au cas où l'administration des pêches ne serait pas d'accord sur une décision rendue par un tribunal judiciaire interne compétent suspendant les effets d'une décision prise par la Commission interministérielle, quel recours en droit, en vertu du système juridique de Guinée-Bissau, l'administration des pêches peut-elle avoir pour contester la décision du tribunal ?

Réponse : L'administration peut faire appel devant la Cour suprême, qui actuellement occupe la position de cour suprême administrative dans la hiérarchie judiciaire. Je pense que le Tribunal serait intéressé de savoir que l'appel ne peut pas conduire à la suspension des effets de la décision du tribunal de première instance. Par conséquent, il n'y a pas de suspension de la décision administrative, la décision administrative est valable jusqu'à ce que nous parvenions à une décision définitive concernant l'injonction.

Sur ce point, je vous renvoie à une décision d'un autre tribunal, cour suprême administrative du Portugal, décision rendue le 3 juillet 1996, sous un système juridique avec exactement les mêmes règles en vigueur qu'en Guinée-Bissau. Je lis cela en portugais. Cela veut dire approximativement : « Dans des situations où les autorités ou tout autre partie font appel d'une décision qui ordonne la suspension de la mise en exécution d'une mesure qui fait l'objet d'un appel dans l'affaire principale, et bien, cet appel ne suspend pas la mise en exécution de cette ordonnance ou de cette décision. »

- C'est ce qu'ont reconnu les juges Mensah et Wolfrum au paragraphe 5 de l'opinion individuelle qu'ils ont émise conjointement en l'affaire du « *Juno Trader* » :

5. Nous en venons à présent aux éléments qui, d'après le défendeur, expliquent la confiscation du *Juno Trader*. [] D'après les réponses données par le défendeur aux questions posées par le Tribunal (telles qu'elles figurent dans les exposés présentés par le défendeur le second jour de l'audience et dans les documents écrits soumis ensuite), il semble que le défendeur ait changé d'avis au sujet des effets du non-paiement des amendes imposées aux termes de l'Acte 14 de la Commission interministérielle. [...]. **En outre, le défendeur paraît accepter l'idée que la décision du tribunal régional de Bissau tendant à suspendre l'exécution de l'Acte 14 de la Commission interministérielle demeure en vigueur sauf à être invalidée par une juridiction supérieure de Guinée-Bissau.** (c'est nous qui soulignons).

- En ce qui concerne **b)**, le Panama soutient que, contrairement à ce qu'allègue la Guinée-Bissau, et contrairement à ce que dit M. Pinto Pereira dans la dernière phrase de son intervention citée plus haut, tous les frais de justice demandés / exigés **ont été dûment payés** par le propriétaire du navire. La preuve du paiement est jointe en annexe.
- La procédure principale (c'est-à-dire la procédure 96/2009, comme indiqué ci-après) n'a jamais été retardée ni entravée par le propriétaire du navire, mais est pendante, en attendant la duplique de la Guinée-Bissau.
- La seule procédure pour laquelle il n'a pas été fait de paiement est la dernière, procédure 14/2010, à savoir la procédure faisant suite à l'injonction préliminaire dans le cadre de la procédure 98/2009. Comme nous l'expliquerons par la suite, l'action intentée a été jugée recevable et les droits de timbre dûment payés. Le propriétaire du « VIRGINIA G » n'a toutefois **jamais été informé** par le greffier de son obligation de s'acquitter des frais d'ouverture du dossier, paiement qui, d'après la législation bissau-guinéenne, est une condition préalable à la notification du défendeur.

*

A. *Le propriétaire du navire n'aurait pas raisonnablement pu former un recours de « prompte mainlevée » en vertu de l'article 45 du décret-loi 6 -A/2000 puisque les conditions relatives au versement d'une caution / garantie étaient : i) non connues, ii) [partiales]² et arbitraires, iii) déraisonnables et iv) prohibitives, empêchant ainsi tout accès à un recours utile ;*

Aux termes de l'article 65 du décret-loi 6-A/2000 (tel que modifié en 2005) (la **loi sur les pêcheries**), un propriétaire de navire a le droit de demander à un tribunal local la mainlevée de l'immobilisation du navire et la libération de son équipage moyennant le versement d'une caution / garantie « suffisante ». Cette disposition est uniquement disponible concernant le navire et l'équipage et non concernant la cargaison saisie ou les produits se trouvant à bord.

Cette procédure coexiste avec les recours habituels qui sont prévus pour contester des décisions des pouvoirs publics bissau-guinéens (voir article 52 3) – comme expliqué au point C).

Nous nous devons de faire observer ce qui suit :

- i) La caution serait retenue par la Guinée-Bissau pour toute la durée de la procédure, qui pourrait être excessivement longue. On peut s'en apercevoir avec les actions que le propriétaire du navire a intentées en Guinée-Bissau et qui sont maintenant au point mort, comme expliqué dans la section C). L'affaire à laquelle la Guinée-Bissau s'est référée à l'audience – celle du *Mare Undarum* – montre bien à quel point cette procédure est incertaine et

² Le texte original en langue anglaise utilise le mot « *impartial* », ce qui semble être une erreur.

inefficace, le propriétaire du navire ayant été privé d'une somme [dont le montant n'a pas été révélé] correspondant à la caution pendant 5 ans ;

- ii) La manière dont le montant de la caution est calculé est déraisonnable, ce qui fait que, en pratique, seuls les acteurs économiques disposant de grandes liquidités financières pourraient se prévaloir de cette procédure.

En ce qui concerne le second point : aux termes de l'article 65 2) et 3), le montant de la caution / garantie ne saurait être inférieur à la somme :

- a. du coût de l'arraisonnement ;
- b. du coût de l'immobilisation ;
- c. du coût du rapatriement des membres de l'équipage ;
- d. du montant de l'amende dont serait passible le navire ;

et

- e. lorsque la loi autorise ou prévoit la confiscation des produits de la pêche, des engins et du navire (comme cela semble être le cas pour le « VIRGINIA G »), le tribunal peut ajouter au montant de la caution / garantie :
 - o La valeur des produits de la pêche ;
 - o La valeur des engins et de l'équipement du navire ; et
 - o La valeur du navire.

Les conditions susmentionnées sont décrites à l'article 65 1) comme étant « suffisantes » pour les autorités bissau-guinéennes. On ne peut toutefois les qualifier de « raisonnables », abordables ou envisageables pour un petit armateur qui cherche à faire libérer son navire, son équipage et sa cargaison.

Le montant de la caution demandée ne peut être calculé à l'avance car la plupart des éléments qui entrent en compte ne sont pas quantifiés ni quantifiables. Les dispositions de l'article 65 font pencher la balance du côté de la Guinée-Bissau, ce qui, en dernière analyse, rend ces conditions prohibitives, pour les raisons suivantes :

- a. Selon l'article 65 2) et 3), le juge compétent est lié par des facteurs prédéfinis dans son calcul de la caution. Il ne lui est pas loisible de moduler ce montant, par exemple en fonction du *fumus boni iuris* (apparence du bien-fondé de la demande), des circonstances, de l'infraction reprochée, des dommages éventuels, du lien de cause à effet, et d'autres considérations qui favoriseraient le caractère « raisonnable » de la caution / garantie fixée ;
- b. Les facteurs afférents aux coûts sont incertains, arbitraires et complètement obscurs au moment où le propriétaire du navire doit déterminer s'il va se prévaloir de l'option consistant à demander la mainlevée en vertu de l'article 65 :

- Le coût de l'arraisonnement du « VIRGINIA G » n'était pas connu et aurait été fixé par la Guinée-Bissau ;
 - Le coût de l'immobilisation du « VIRGINIA G » n'était pas connu et aurait été fixé par la Guinée-Bissau ;
 - Le coût du rapatriement des membres de l'équipage était une variable non connue ;
 - Le montant de l'amende dont le « VIRGINIA G » était prétendument passible n'était pas connu, puisqu'aucune amende n'a jamais été imposée au navire (alors qu'une telle amende est obligatoire selon les articles 52 2) et 54 2) de la loi sur les pêcheries). Une telle amende aurait pu s'établir entre 150 000 et un million de dollars E-U. C'était là un élément clé qui manquait pour déterminer le montant de la caution.
- c. Le coût du navire, de sa cargaison et de son équipement serait venu s'ajouter au montant de la caution / garantie, qui aurait ainsi été exorbitant et prohibitif.

Le propriétaire du navire ne s'est pas prévalu de l'article 65 car il n'était pas en mesure de recourir à cette procédure. En premier lieu, le montant de la caution / garantie n'était pas connu et, en second lieu, il aurait été prohibitif pour une société aux prises avec de graves difficultés financières du fait de l'arraisonnement et de l'immobilisation injustifiés de son navire. Une telle caution aurait en fait été de nature punitive, et aurait donné à penser que le montant en avait été fixé à la suite d'une déclaration de culpabilité (voir opinion individuelle du juge Lucky dans l'affaire du « Juno Trader »).

Dans le même temps, le propriétaire du navire s'est employé à faire en sorte qu'un montant raisonnable soit fixé pour la caution – par des voies administratives, comme nous l'expliquerons plus loin, mais les autorités bissau-guinéennes n'en ont fait aucun cas.

Il est par trop simpliste de prétendre, comme l'a fait l'agent et conseil de la Guinée-Bissau, que le propriétaire du navire aurait pu se prévaloir de l'article 292 de la Convention pour demander la prompte mainlevée de l'immobilisation du navire. Le propriétaire du « VIRGINIA G » conteste qu'il s'agisse d'un navire de pêche, ou qu'il ait été de quelque manière que ce soit impliqué dans l'exploitation des ressources biologiques de la ZEE de la Guinée-Bissau. En conséquence, la procédure prévue à l'article 292 de la Convention (rapproché de l'article 73, paragraphe 2) n'allait pas de soi.

Quoi qu'il en soit, l'article 73, paragraphe 2, de la Convention dit que la caution ou autre garantie doit être **raisonnable**. (c'est nous qui soulignons) [NdT : la version française de la Convention se lit comme suit « Lorsqu'une caution ou une garantie **suffisante** a été fournie, il est procédé sans délai à la mainlevée de la saisie dont un navire aurait fait l'objet et à la libération de son équipage »]

B. Le propriétaire du navire a effectivement introduit un recours administratif et s'est enquis des solutions possibles pour obtenir la mainlevée de l'immobilisation du navire, ainsi que la libération de son équipage et la restitution de sa cargaison, tant avant que la décision 07/CIFM/09 ne soit rendue qu'entre cette dernière et la décision 09/CIFM/09. Tout cela en vain ;

Le « VIRGINIA G » a été arraisonné le 21 août 2009.

Sept jours après l'arraisonnement – et avant quelque notification que ce soit de la part de la CIFM – le **28 août 2009**, le Club P&I du « VIRGINIA G » a envoyé une lettre à la FISCAP pour demander des éclaircissements sur l'arraisonnement du navire, et s'enquérir des solutions possibles pour obtenir la mainlevée de son immobilisation dans les meilleurs délais (voir mémoire, annexe 42, p. 12)

Dix jours après l'arraisonnement, la décision 7/CIFM/2009 a été notifiée au « VIRGINIA G » par une lettre de la FISCAP du **31 août 2009** l'informant de la saisie du navire, de ses engins et équipement, et de sa cargaison (voir mémoire, annexe 38).

Le propriétaire du « VIRGINIA G » a répondu à la FISCAP par l'intermédiaire du Club P&I, dans une lettre du 4 septembre 2009, portant le cachet de réception de la FISCAP du 7 septembre 2009, à savoir, **sept jours après la notification de la FISCAP (mémoire, annexe 41)**. Dans cette lettre, Penn Lilac conteste les allégations de la FISCAP et conclut comme suit :

En conséquence de ce qui précède et afin d'éviter l'aggravation des préjudices entraînés par l'immobilisation de nos navires, nous vous

DEMANDONS

De vous exprimer à ce sujet et de nous informer de la façon de régler, aussitôt que possible, cette situation difficile et désagréable ou de mettre en oeuvre les procédures prévues légalement, notamment l'établissement des cautions nécessaires pour la mainlevée de l'immobilisation du navire, la mise en liberté de l'équipage et la restitution du produit se trouvant à bord. (c'est nous qui soulignons).

Quatre jours plus tard, par lettre datée du 11 septembre 2009, la FISCAP a répondu à la lettre de Penn Lilac du 4 septembre, en rejetant les arguments avancés en défense du « VIRGINIA G », sans faire la moindre allusion à la demande du propriétaire tendant à ce qu'une caution soit fixée, et sans donner aucune indication sur les autres options dont aurait disposé le propriétaire pour contester la décision administrative (mémoire, annexe 43).

A cette date, 11 jours s'étaient écoulés depuis la notification officielle de la décision 7/CIFM/09 portant sur la saisie du « VIRGINIA G ». La décision en question et la communication de la FISCAP avaient déjà fait l'objet d'un recours administratif, et une demande tendant à faire établir le montant de la caution avait déjà été adressée à la FISCAP.

Par lettre du 14 septembre 2009, le Club P&I du navire s'est de nouveau adressé à la FISCAP pour se plaindre du fait que celle-ci n'avait toujours pas expliqué quelles

étaient les procédures que le propriétaire du navire devait suivre. Une fois de plus, le propriétaire du navire a demandé ce qu'il devait faire pour obtenir la mainlevée de l'immobilisation du navire, la libération de l'équipage et la restitution de la cargaison (**mémoire, annexe 44**, paragraphe 9 de la lettre).

Par lettre du 15 septembre 2009, soit **15 jours** après la notification de la décision 7/CIFM/09, le Club P&I du navire a demandé la prorogation du délai (**mémoire, annexe 45**).

Aucune réponse n'a été reçue au sujet de ce qui précède.

A cette date, 15 jours s'étaient écoulés depuis la notification officielle de la décision 7/CIFM/09 portant sur la saisie du « VIRGINIA G ».

Par lettre du 23 septembre 2009, la FISCAP a fait savoir au Club P&I du navire ce qui suit : « *Considérant que plus de 30 jours se sont écoulés depuis la notification de la décision de la CIFM [7/CIFM/09], sans qu'aucune réclamation n'ait été reçue du représentant du pétrolier VIRGINIA G, nous procéderons à la vente aux enchères publiques des produits se trouvant à bord, si dans les 72 heures qui suivent la date de la présente notification, il n'y a pas eu de réaction dudit représentant* ». (**mémoire, annexe 47**)

En fait, 23 jours, et non pas 30 jours, s'étaient alors écoulés depuis la notification de la décision 7/CIFM/09. De toute façon, il est faux de prétendre que le représentant du navire n'a pas réagi. Les lettres dont il est question plus haut sont là pour le prouver, sans compter que la FISCAP a elle-même répondu. De plus, le représentant du navire a demandé une prorogation du délai (qui, comme le fait valoir le Panama, n'était même pas applicable).

Enfin, 48 heures (et non 72 heures) plus tard, c'est-à-dire le 25 septembre 2009, la FISCAP a envoyé notification d'une autre décision (**9/CIFM/2009**) selon laquelle le navire et tous les produits à son bord étaient confisqués à la suite d'une infraction à la loi sur les pêcheries et en raison d'une absence de réaction à la décision 7/CIFM/2009. (**mémoire, annexe 48**)

Il est clair que la CIFM et la FISCAP n'ont fait aucun cas des demandes d'information sur la procédure à suivre que leur a adressées le propriétaire du navire, notamment sur le point de savoir comment fixer une caution / garantie raisonnable pour la mainlevée de l'immobilisation du navire.

Par lettre du 28 septembre 2009, les propriétaires du « VIRGINIA G » ont nié avec véhémence les assertions faites par la FISCAP dans sa lettre du 25 septembre 2009. Penn Lilac a catégoriquement nié être resté sans réaction à la suite de la notification de l'arraisonnement et a rappelé toute la correspondance qu'il avait envoyée jusqu'alors, avec tous les justificatifs requis. Penn Lilac a une fois encore demandé à la FISCAP de libérer le navire, son équipage et sa cargaison (**mémoire, annexe 49**).

Le 5 octobre 2009, le Club P&I du « VIRGINIA G » a reçu une lettre de la FISCAP datée du 30 septembre 2009, dans laquelle étaient énumérés divers motifs expliquant pourquoi l'immobilisation du navire se poursuivait. La lettre se terminait

par l'annonce que le gazole du navire serait vendu aux enchères, et que les propriétaires étaient invités à participer à la vente, ayant selon la législation bissau-guinéenne, un droit de préemption (**mémoire, annexe 50**).

Le 27 octobre 2009, des représentants de la FISCAP sont montés à bord du « VIRGINIA G » et ont sondé les citernes à cargaison. Le capitaine a été informé de ce que, le lendemain, il devrait mettre le navire à quai et que l'équipage devrait débarquer. On lui a dit que ces mesures étaient prises du fait que le propriétaire du navire n'avait pas répondu à une lettre proposant d'annuler la confiscation en échange du paiement d'une amende de 600 000 dollars E-U. **Les propriétaires du « VIRGINIA G » n'ont jamais reçu une telle lettre et n'en ont jamais eu vent.** La possibilité d'une amende n'a jamais été évoquée par écrit dans les lettres de la FISCAP. Quoi qu'il en soit, une amende aurait normalement dû être infligée au moyen d'une ordonnance judiciaire (conformément à l'article 52 2)). Aucun document de ce type n'a été reçu ; aucun document de ce type n'a été produit par la Guinée-Bissau au cours de la procédure.

Le 28 octobre 2009, le propriétaire (par l'intermédiaire de ses avocats) a déposé une demande d'injonction préliminaire contre les décisions 7/CIFM/2009 et 9/CIFM/2009. La demande a été jugée recevable et il y a été fait droit le 4 novembre 2009 (notification du 5 novembre 2009) (comme nous l'expliquerons par la suite, et comme exposé dans le **mémoire, annexe 54**). Des informations plus détaillées à ce propos seront données dans la section suivante.

Le dispositif de l'ordonnance de suspension se lisait comme suit :

Je considère que la présente action en prescription de mesures conservatoires est fondée et, par conséquent :

a) J'ordonne aux défendeurs (FISCAP et Commission interministérielle de la pêche) de s'abstenir de toutes mesures concernant la saisie du navire VIRGINIA G et des produits se trouvant à bord jusqu'à ce qu'une décision finale soit rendue à l'issue de la partie déclaratoire de la procédure.

b) J'autorise le demandeur à assurer l'entretien du navire et j'ordonne aux défendeurs de permettre à l'équipage de monter à bord du navire pour procéder à ces activités, sans préjudice de l'issue de l'action principale entre les parties.

c) J'autorise le demandeur à mener à bien les tâches liées à la gestion et à la maintenance normales du navire.

d) Au cas où les défendeurs refuseraient de se conformer aux instructions susmentionnées et empêcheraient leur application, ils se rendraient coupables d'entrave à la justice, telle que cette expression est qualifiée en droit pénal.

e) J'ordonne la notification personnelle de ce qui précède aux défendeurs ainsi qu'au demandeur.

f) Les dépens sont à la charge du demandeur, les frais de justice étant réduits au quart, conformément aux articles 453 et 446 du Code de procédure civile.

Le 6 novembre 2009, le commandant Mita, l'administrateur du port, a ordonné au capitaine de mouiller au quai d'approvisionnement en fioul vers midi. Le capitaine a demandé un ordre écrit au commandant Mita, lequel a répondu qu'un tel document ne serait pas nécessaire étant donné qu'il s'agissait « d'ordres venant d'en haut ».

Le propriétaire du « VIRGINIA G » en a immédiatement informé le représentant de la société et celui du Club P&I (Domingo Alvarenga). Ces initiatives rapides ont abouti et les autorités se sont vu notifier l'ordonnance du tribunal suspendant la saisie (**mémoire, annexe 53**).

Par lettre du 10 novembre 2009, les avocats du propriétaire du navire ont demandé la notification officielle de l'ordonnance de suspension au Ministère de la défense et au Ministère des finances, afin de les informer de la décision du juge et d'éviter que ces institutions ne donnent de nouvelles instructions en vue de la confiscation du navire et de la vente de la cargaison, sous prétexte qu'elles n'auraient pas eu connaissance de l'ordonnance du juge (**mémoire, annexe 55**).

Le 20 novembre 2009, le capitaine du « VIRGINIA G » a appelé le propriétaire pour l'informer que des militaires étaient de nouveau à bord du navire, se comportaient de manière menaçante et violente et lui avaient donné l'ordre de mettre le navire à quai. Comme en a témoigné le second, Fausto Ocaña Cisneros à l'audience, le commandant Mita a déclaré « *Capitaine, soit vous nous donnez le carburant aujourd'hui, soit quelqu'un va souffrir aujourd'hui. Nous sommes à Bissau, nous sommes en Afrique et nous sommes des militaires. Le carburant va donc quitter le navire aujourd'hui, advienne que pourra* ».

Cette fois-ci, le capitaine s'est vu remettre un document du Ministère des finances postdaté du 30 novembre 2009 (**mémoire, annexe 56**) sur lequel était apposé un cachet de PETROMAR portant la mention « reçu » et la date du 20 novembre 2009. Il s'agissait d'une lettre contenant la décision **317/GSET/2009** et adressée à la Compañia de Lubricantes y Combustibles de Guinée-Bissau (CLC), dans laquelle figurait le texte ci-après :

En vertu de la décision n° 7 de la Commission interministérielle de surveillance maritime, le pétrolier VIRGINIA G a été saisi d'office avec ses équipements, moteurs et fret, en raison de la pratique répétée d'activités connexes de pêche, sous la forme de la « vente non autorisée de combustible à des navires de pêche dans la ZEE, notamment au navire de pêche AMABAL II »

Malgré l'ordonnance judiciaire de suspension de la confiscation³ et en l'absence d'opposition de la part du Ministère public, du Ministre de la Justice et du Contrôleur de la légalité (réf. N) 716/GPGR/09) quant à (...) « l'utilisation du combustible que le navire vendait dans notre ZEE (...) », nous ordonnons par la présente que le pétrolier VIRGINIA G soit autorisé

³ Souligné par le Panama.

à décharger son contenu, soit 436 tonnes de gazole selon les estimations, dans vos locaux.

Le gazole a été déchargé.

Le propriétaire du « VIRGINIA G » a déposé une nouvelle demande de mesures conservatoires et a institué une procédure principale contre la décision 317/GSET/2009 du Ministère des finances (reçue par PETROMAR le 20 novembre 2009), par laquelle était autorisé / ordonné le déchargement du combustible à bord du pétrolier « VIRGINIA G ». La section suivante décrit plus en détail la procédure en question.

*

C. Les recours introduits par le propriétaire du navire auprès du Tribunal régional de Bissau pour contester les décisions 07/CIFM/09 et 09/CIFM/09 de la CIMF étaient permis en vertu de l'article 52 2) (tel que modifié en 2005). Ces recours ont été formés, sans aucun effet. Les procédures introduites devant le Tribunal régional de Bissau sont toujours au point mort, et ce depuis trois ans et demi.

L'article 52 du décret-loi 6-A/2000 (tel que modifié)⁴ définit les pouvoirs de police que peut exercer la Guinée-Bissau dans l'application des dispositions du décret-loi 6-A/2000 lorsque des navires de pêche se livrent à des activités de pêche non autorisées :

**Article 52
(Activités de navires non autorisés)**

1. Tous les navires de pêche industrielle ou artisanale, qu'ils soient nationaux ou étrangers, qui se livrent à des activités de pêche dans les limites des eaux maritimes nationales sans avoir obtenu le permis prévu aux articles 13 et 23 de la présente loi sont saisis d'office au nom de l'Etat avec leurs engins, leur matériel et les produits de la pêche se trouvant à bord sur une décision d'un membre du Gouvernement responsable des pêcheries.
2. Indépendamment de la confiscation prévue au paragraphe précédent, les tribunaux appliquent les amendes visées au paragraphe 2 de l'article 54 de la présente loi.
3. **La décision prise conformément au paragraphe 1 est susceptible d'appel.** (les caractères gras sont du Panama)

⁴ Avant d'être modifié en 2005, l'article 52 se lisait comme suit (les modifications de fond sont soulignées) :

1. **Tous les navires de pêche étrangers** qui se livrent à des **opérations** de pêche dans les limites des eaux maritimes **de la Guinée-Bissau** sans avoir obtenu le permis prévu aux articles 13 et 23 de la présente loi, sont saisis d'office au nom de l'Etat, avec leurs engins, leur matériel et le produit de la pêche se trouvant à bord, sur décision d'un membre du Gouvernement responsable des pêcheries.

2. [inchangé]

3. La décision prise conformément au paragraphe 1 n'est **pas** susceptible d'appel.

4. [inchangé]

4. La Commission interministérielle des pêcheries décide des modalités de l'aliénation au profit de l'Etat des biens et des produits confisqués conformément aux dispositions de la présente loi.

L'article 52 3) dispose bien, par conséquent, qu'un recours peut être formé contre les décisions visées au paragraphe 1. Il ne mentionne pas un tribunal local en particulier et, contrairement à ce que prétend la Guinée-Bissau en renvoyant à l'article 60, **il n'y a pas de délai de 15 jours**. Le délai de 15 jours fixé dans l'article 60 s'applique uniquement au paiement de l'amende – amende qui n'a jamais été imposée au « VIRGINIA G », comme il sera expliqué plus en détail dans la réponse à la question 4 (posée par le Tribunal).

Il semblerait donc que les dispositions générales du droit de la procédure soient applicables ; c'est sur cette base que le propriétaire du « VIRGINIA G » a déposé deux demandes d'injonction préliminaire et a introduit ensuite les procédures principales, à savoir :

1. Contre la décision 07/CIFM/09 du 31 août 2009 et contre la décision 09/CIFM/09 du 25 septembre 2009 de la CIFM, confirmant la saisie du pétrolier « VIRGINIA G » et des produits à son bord (voir **mémoire, annexes 38 et 48**), le propriétaire a fait appel comme suit :
 - 1 a) **Demande d'injonction préliminaire** Procédure n° 74/2009 déposée le 28 octobre 2009
 - 1 b) **Procédure principale** Procédure n° 96/2009 déposée le 4 décembre 2009
2. Contre la décision 317/GSET/2009 du Ministère des finances, reçue par PETROMAR le 20 novembre 2009, autorisant / ordonnant le déchargement du combustible se trouvant à bord du pétrolier « VIRGINIA G » (voir **mémoire, annexe 56**), le propriétaire a fait appel comme suit :
 - 2 a) **Demande d'injonction préliminaire** Procédure n° 98/2009 déposée le 7 décembre 2009
 - 2 b) **Procédure principale** Procédure n° 14/2010 déposée le 18 janvier 2010

On trouvera dans les sections qui suivent des observations au sujet de chacune de ces mesures.

1 a) Demande d'injonction préliminaire - Procédure n° 74/2009

Résumé

Le propriétaire du « VIRGINIA G » a déposé devant le Tribunal régional de Bissau une demande d'injonction préliminaire/de mesures conservatoires contre la décision 07/CIFM/09 du 31 août 2009 et la décision 09/CIFM/09 du

25 septembre 2009 de la CIFM. Celles-ci confirmaient la saisie du pétrolier « VIRGINIA G » et des produits à son bord, au motif d'une prétendue infraction au décret-loi 6-A/2000 (voir **mémoire, annexes 38 et 48**).

L'injonction préliminaire a été accordée sous forme d'ordonnance suspendant les décisions de la CIFM visant à confisquer le navire et sa cargaison. Le Gouvernement bissau-guinéen a fait appel de cette ordonnance le 19 novembre 2009. Le lendemain, au prétexte de l'absence d'opposition du Ministère public, des fonctionnaires / militaires bissau-guinéens sont passés outre à l'injonction préliminaire. La cargaison a été déchargée le 20 novembre 2009, en fin de semaine, ce qui a empêché le propriétaire de former un recours auprès du tribunal local.

Par ordonnance du 18 décembre 2009, le tribunal a confirmé l'ordonnance de suspension obtenue par les propriétaires du « VIRGINIA G » et a rejeté l'appel du Gouvernement bissau-guinéen, au motif qu'il avait été présenté **hors délai** (« *extemporaneo* ») et **déposé devant le mauvais tribunal (non compétent)**.

La cargaison n'a jamais été restituée.

Les faits point par point

28 octobre 2009

La société Penn Lilac dépose une demande d'injonction préliminaire contre la décision 07/CIFM/09 du 31 août 2009 et la décision 09/CIFM/09 du 25 septembre 2009 de la CIFM. Celles-ci confirmaient la saisie du pétrolier « VIRGINIA G » et de tous les produits à son bord. (**Voir pièce jointe 1**)

29 octobre 2009

Le tribunal ordonne le paiement des frais de justice. Ceux-ci sont dûment acquittés et la procédure suit son cours. On trouvera une attestation de paiement en **pièce jointe 2**.

4 novembre 2009 (notification le 5 novembre 2009)

Le tribunal accorde l'injonction préliminaire eu égard au « VIRGINIA G », sous forme d'ordonnance suspendant la décision du CIFM visant à confisquer le navire et sa cargaison. (**Voir pièce jointe 3**)

6 novembre 2009

Des fonctionnaires/militaires bissau-guinéens tentent une première fois de confisquer le combustible. Le propriétaire du « VIRGINIA G » invoque l'ordonnance de suspension, empêchant ainsi la confiscation de la cargaison.

10 novembre 2009

Les avocats du propriétaire du navire demandent la notification officielle de l'ordonnance de suspension au Ministère de la défense et au Ministère des finances, afin de les informer de la décision du juge et d'éviter que ces institutions ne donnent de nouvelles instructions en vue de la confiscation du navire et de la vente de la cargaison se trouvant à bord, sous prétexte

qu'elles n'auraient pas eu connaissance de l'ordonnance du tribunal. (Voir **pièce jointe 4**)

20 novembre 2009

Des militaires tentent pour la deuxième fois de confisquer le combustible. Comme en a témoigné le second, Fausto Ocaña Cisneros à l'audience, le commandant Mita a déclaré « *Capitaine, soit vous nous donnez le carburant aujourd'hui, soit quelqu'un va souffrir aujourd'hui. Nous sommes à Bissau, nous sommes en Afrique et nous sommes des militaires. Le carburant va donc quitter le navire aujourd'hui, advienne que pourra.* » La cargaison de gazole est déchargée.

A cette occasion, le capitaine se voit remettre un document du Ministère des finances postdaté du 30 novembre 2009 (**mémoire, annexe 56**).

Sur la lettre était apposé un cachet de PETROMAR portant la mention « reçu » et la date du 20 novembre 2009 (soit 10 jours plus tôt).

Cette lettre contenait la décision **317/GSET/2009** et était adressée à la Compañia de Lubricantes y Combustibles de Guinée-Bissau (CLC) ; elle se lisait comme suit :

En vertu de la décision n° 7 de la Commission interministérielle de surveillance maritime, le pétrolier VIRGINIA G a été saisi d'office avec ses équipements, moteurs et fret, en raison de la pratique répétée d'activités connexes de pêche, sous la forme de la « vente non autorisée de combustible à des navires de pêche dans la ZEE, notamment au navire de pêche AMABAL II »

Malgré l'ordonnance judiciaire de suspension de la confiscation⁵ et en l'absence d'opposition de la part du Ministère public, du Ministre de la Justice et du Contrôleur de la légalité (réf. N) 716/GPGR/09) quant à (...) « l'utilisation du combustible que le navire vendait dans notre ZEE (...) », nous ordonnons par la présente que le pétrolier VIRGINIA G soit autorisé à décharger son contenu, soit 436 tonnes de gazole selon les estimations, dans vos locaux.

L'avis du 13 novembre du procureur (*Procurador-Geral da Republica*) (**contre-mémoire, annexe 8**), selon laquelle il y avait absence d'opposition, se réfère, de manière erronée, à une prétendue opération de ravitaillement en combustible en date du 20 juin 2009.

Le procureur déclare également à tort dans son avis juridique que la décision de confiscation est « sans appel » :

« La décision de la Commission interministérielle de surveillance des pêches est donc, à notre avis, correcte et sans appel (voir le paragraphe 3 de l'article 52 du décret-loi no 6-A/2000). Par conséquent, le propriétaire du navire a déposé une demande de mesures conservatoires ».

⁵ Souligné par le Panama.

De manière surprenante, le procureur, dans l'avis juridique à l'intention du Premier Ministre, déclare à tort que la décision visant à confisquer le navire et sa cargaison n'est pas susceptible d'appel. Le procureur se réfère à l'ancienne version du décret, et non pas à la version modifiée en 2005 de l'article 52 3) de la loi sur les pêcheries. C'est d'autant plus étonnant que d'après nos renseignements, le paragraphe 3 de l'article 52 a été modifié suite à l'arrêt du TIDM en l'affaire du « *Juno Trader* ».

27 novembre 2009

Le propriétaire du « VIRGINIA G » forme un recours devant le tribunal, invoquant le caractère illégal de la confiscation de la cargaison de gazole et demandant sa restitution immédiate. (Voir **pièce jointe 5**)

3 décembre 2009

Les parties sont informées que le procureur de la Guinée-Bissau a fait appel de l'injonction préliminaire / ordonnance de suspension en faveur du « VIRGINIA G ». Comme il est indiqué au paragraphe 4 de la déclaration sous serment de M. Mendes de Medina, cet appel n'avait pas effet suspensif.

11 décembre 2009

Le propriétaire du « VIRGINIA G », la société Penn Lilac, forme un recours contre l'appel.

18 décembre 2009 (notification le 4 février 2010)

L'appel du Gouvernement bissau-guinéen est rejeté au motif qu'il est hors délai et n'a pas été déposé devant le tribunal compétent. (Voir **pièce jointe 6**)

Le procureur avait fait appel devant le juge de la Chambre pénale du Tribunal régional de Bissau, alors qu'il savait qu'il aurait dû s'adresser à la Section des infractions. Une nouvelle demande a été déposée auprès de cette dernière, mais 13 jours après l'expiration du délai légal (à savoir le 23 novembre 2009).

Etat d'avancement de la procédure

Cette procédure est close et l'ordonnance judiciaire accordant l'injonction préliminaire/la suspension de la confiscation n'a pas été respectée par les autorités bissau-guinéennes. De fait, la cargaison du « VIRGINIA G » a été confisquée et jamais restituée.

1 b) Procédure principale - Procédure n° 96/2009

Résumé

En invoquant l'article 52 3) du décret-loi 6-A/2000, tel que modifié, le propriétaire du navire a introduit la procédure principale en annulation de la décision 07/CIFM/09 du 31 août 2009 et de la décision 09/CIFM/09 du 25 septembre 2009 de la CIFM. Celles-ci confirmaient la saisie du pétrolier « VIRGINIA G » et des produits à son bord, au motif d'une prétendue infraction au décret-loi 6-A/2000.

La Guinée-Bissau a soulevé des questions de forme, auxquelles a répondu la société Penn Lilac (conformément aux instructions du tribunal). Toutefois, on est sans nouvelle de l'état d'avancement de cette procédure. Il a été procédé à la

mainlevée de l'immobilisation du navire en octobre 2011 et le recours judiciaire formé par le propriétaire est devenu inutile.

Les faits point par point

4 décembre 2009

La société Penn Lilac introduit la procédure principale en annulation/révocation de la décision 07/CIFM/09 du 31 août 2009 et de la décision 09/CIFM/09 du 25 septembre 2009 de la CIFM. Celles-ci confirmaient la saisie du pétrolier « VIRGINIA G » et des produits à son bord.

8 décembre 2009

Le tribunal ordonne le paiement des frais de justice. Ceux-ci sont dûment acquittés et la procédure suit son cours. (On trouvera une attestation de paiement en **pièce jointe 7**).

17 février 20[10]⁶

Le propriétaire du « VIRGINIA G » est informé de la réponse / contre-déclaration de la CIFM.

25 février 20[10]⁷

La société Penn Lilac dépose un exposé en réponse aux exceptions soulevées par la CIFM dans sa réponse / contre-déclaration en ce qui concerne le défaut de compétence du juge dans ce type d'affaire. (**Voir pièce jointe 8**)

Nous apprenons que le tribunal a rendu une ordonnance enjoignant à la CIFM de présenter une duplique en réponse à la réplique de la société Penn Lilac ; toutefois, aux dernières nouvelles, la Commission en question n'a jamais été informée de cette ordonnance. Dans l'attente du dépôt de cette duplique, la procédure est au point mort depuis février 2010 (soit 3 ans et 7 mois).

2 a) Demande d'injonction préliminaire - Procédure n° 98/2009

Résumé

Le propriétaire du navire a déposé une demande de mesures conservatoires contre la décision 317/GSET/2009 du Ministère des finances autorisant le déchargement de la cargaison.

Le tribunal a ordonné la restitution immédiate au navire « VIRGINIA G » de la cargaison déchargée. A ce jour, le Gouvernement bissau-guinéen n'a pas respecté cette décision, dont le dispositif, dans sa traduction, dit ce qui suit :

- a) *D'ordonner de retourner immédiatement le combustible déchargé du navire du requérant, le défendeur devant supporter tous les coûts associés à ce transfert.*

⁶ Note du Greffe : la traduction corrige une erreur de frappe. Il s'agit de l'année 2010 et non 2009.

⁷ Voir note 4. La pièce jointe mentionnée est datée du 25/02/2010.

- b) *De s'abstenir de prendre quelque mesure d'opposition à la présente décision, étant informé que le non-respect pourrait avoir [des conséquences pénales]*
- c) *J'ordonne notification de la décision au défendeur et au requérant conformément aux articles 400 No2, 382 et suivants du Code de procédure civile.*
- d) *Les dépens sont à la charge du requérant, les frais de justice étant réduits aux 2/4 en application des articles 453 et 446 du Code de procédure civile.*

Les faits point par point

7 décembre 2009

La société Penn Lilac dépose une demande d'injonction préliminaire contre la décision administrative/l'autorisation de décharger la cargaison du « VIRGINIA G ». Cette décision/autorisation fait l'objet de l'instrument portant le n° 317/GSET/2009, signé par le Secrétaire d'Etat au Trésor et reçu par PETROMAR le 20 novembre 2009.

8 décembre 2009

La société Penn Lilac se voit réclamer les frais de justice. Elle s'en acquitte et la procédure suit son cours. On trouvera une attestation de paiement en **pièce jointe 9**.

18 décembre 2009

La société Penn Lilac est informée de l'ordonnance du 16 décembre 2009 par laquelle le tribunal ordonne la restitution de la cargaison déchargée et confisquée par l'administration bissau-guinéenne. (Voir **pièce jointe 10**)

4 janvier 2010

Etant donné que l'ordonnance / injonction préliminaire n'a pas été respectée par les autorités bissau-guinéennes, Penn Lilac dépose une demande d'exécution de l'ordonnance / injonction préliminaire.

14 janvier 2010

Le tribunal ordonne au Ministère des finances de la Guinée-Bissau d'expliquer les raisons pour lesquelles l'ordonnance / injonction préliminaire n'a pas été suivie d'effet dans les 48 heures. Le Ministère des finances répond de manière expéditive et condescendante (il n'apparaît pas clairement s'il l'a fait dans les délais prescrits). Le Ministère des finances déclarait que l'Etat estimait qu'il n'avait pas enfreint la loi (en l'occurrence le décret-loi 6-A/2000) ; au contraire, ses actes étaient conformes au droit et à la jurisprudence (Voir **pièce jointe 11**)

10 mars 2010

Deux requêtes ont été déposées devant le tribunal le priant i) de rendre une ordonnance aux fins de l'exécution de l'injonction préliminaire déjà accordée et ii) de rendre une ordonnance aux fins de la restitution du combustible confisqué.

Etat d'avancement

A ce jour, Penn Lilac n'a été informée d'aucune décision ni d'aucun autre fait nouveau en la procédure. Le fait est que les autorités bissau-guinéennes ont enfreint l'ordonnance du Tribunal exigeant la restitution de la cargaison de combustible.

2 b) Procédure principale - Procédure n° 14/2010

Résumé

Une procédure au fond a fait suite à la demande d'ordonnance/de mesures conservatoires contre la décision 317/GSET/2009 du Ministère des finances autorisant le déchargement de la cargaison. A ce jour, on n'est sans nouvelle de l'état d'avancement de la procédure.

Compte tenu de ce qui précède et du fait qu'il a par la suite été procédé à la mainlevée de l'immobilisation du navire (en octobre 2011), les efforts du propriétaire ont été inutiles.

Les faits point par point

18 janvier 2010

La société Penn Lilac a introduit la procédure principale concernant la décision 317/GSET/2009 du Ministère des finances autorisant le déchargement de la cargaison.

Cette procédure a été jugée recevable et tous les droits de timbre ont été acquittés. Toutefois, le greffier n'a jamais informé Penn Lilac de l'obligation de s'acquitter des frais d'ouverture du dossier, condition préalable à la notification du défendeur.

Par conséquent, en raison de ce manquement du tribunal, les frais de justice n'ont jamais été réclamés au défendeur et la procédure est bloquée.

A cet égard, l'exposé du conseil de la Guinée-Bissau et la déposition de l'expert M. Pinto Pereira (procès-verbal du 05/09/2013, matin, p. 18) appellent des éclaircissements :

je pourrais en tirer une conclusion. Nous constatons qu'une fois que la demande a été soumise, le propriétaire a engagé une action principale, mais que cette action est restée sans suite parce que le propriétaire ne s'y intéressait plus. Pour qu'une action en justice puisse faire l'objet d'une procédure devant un tribunal, une entité doit payer quelque chose au début, et si cela n'est pas fait, alors la procédure n'a pas lieu. Le propriétaire a présenté une demande, il a également engagé une action principale, mais ensuite on lui a demandé de verser ce montant initial. Lorsqu'une partie ne paie pas les frais dans les délais impartis, le Tribunal peut admettre ce paiement ultérieurement, mais le montant est doublé. Comme rien de tel n'a eu lieu, la demande est toujours devant le tribunal en Guinée-Bissau.

Le Panama déclare que cette déposition est fallacieuse et doit être expliquée ou rectifiée :

- i) des quatre procédures introduites par le propriétaire du navire, c'est la seule pour laquelle les frais de justice n'ont pas été acquittés ; et
- ii) les frais de justice n'ont pas été acquittés non pas pour les raisons suggérées par M. Pinto Pereira mais bien parce que le tribunal ne les a pas réclamés au propriétaire du navire.

Comme l'a indiqué M. Mendes de Medina, le propriétaire du « VIRGINIA G » s'est toujours conformé avec diligence à toutes les conditions, demandes de paiement et délais légaux fixés par les tribunaux.

* * *

Question 4 : Une amende quelconque a-t-elle été imposée au « VIRGINIA G », à qui a-t-elle été demandée et quel était son montant ?

Aucune amende n'a été imposée au « VIRGINIA G », que ce soit par le tribunal ou par l'administration de la Guinée-Bissau.

L'article 52 du décret-loi 6-A/2000 de la Guinée-Bissau dispose :

1. Tous les navires de pêche industrielle ou artisanale, qu'ils soient nationaux ou étrangers, qui se livrent à des activités de pêche dans les limites des eaux maritimes nationales sans avoir obtenu le permis prévu aux articles 13 et 23 de la présente loi sont saisis d'office au nom de l'Etat avec leurs engins, leur matériel et les produits de la pêche se trouvant à bord sur une décision d'un membre du Gouvernement responsable des pêcheries.
2. **Indépendamment de la confiscation prévue au paragraphe précédent, les tribunaux appliquent les amendes visées au paragraphe 2 de l'article 54 de la présente loi.** (les caractères gras sont du Panama)
3. La décision prise conformément au paragraphe 1 est susceptible d'appel.
4. La Commission interministérielle des pêcheries décide des modalités de l'aliénation au profit de l'Etat des biens et des produits confisqués conformément aux dispositions de la présente loi.

Le **paragraphe 2 de l'article 54** du décret-loi 6-A/2000 de la Guinée-Bissau dispose :

Les infractions de pêche graves sont passibles d'une amende :

- a) **d'un montant minimum de cent cinquante mille dollars des Etats-Unis convertis en francs CFA au taux de change du jour ;**
- b) **d'un montant maximum d'un million de dollars des Etats-Unis convertis en francs CFA au taux de change du jour.**

Les **paragraphes 1 et 2 de l'article 60** du décret-loi 6-A/2000 de la Guinée-Bissau disposent :

- 1) *Les amendes sanctionnant une infraction à la présente loi doivent être payées au plus tard quinze jours après la décision du tribunal ou après l'exécution de la décision de la Commission interministérielle des pêcheries, selon le cas.*
- 2) *Les délais visés au paragraphe ci-dessus peuvent être prorogés de quinze jours à la demande du propriétaire du navire ou de son représentant.*
- 3) *En cas de défaut de paiement d'une partie ou de la totalité de l'amende avant l'expiration du délai prorogé visé au paragraphe ci-dessus,*

tout bien confisqué devient la propriété du Gouvernement de la Guinée-Bissau.

Aucune amende n'a été imposée au « VIRGINIA G » par le tribunal (conformément à l'article 52 2)) ni par l'administration. Si l'on se reporte à **l'annexe 15 du contre-mémoire** (avant-dernier paragraphe), on voit que la CIFM a décidé d'imposer une amende aux navires AMABAL I et AMABAL II ; toutefois, il n'est pas fait mention d'amende s'agissant du « VIRGINIA G ».

Les deux décisions de la CIFM, à savoir 07/CIFM/2009 et 09/CIFM/2009, ne mentionnent nullement l'imposition d'une amende, payable dans les 15 jours.

De même, les témoins et experts cités par la Guinée-Bissau n'ont fourni aucune preuve écrite attestant qu'une amende quelconque a été imposée par le tribunal au « VIRGINIA G » en vertu du paragraphe 2 de l'article 52 et du paragraphe 2 de l'article 54 du décret-loi 6-A/2000.

Tout au long de la procédure, les références à une éventuelle « amende » ont été les suivantes :

- i) la proposition officieuse et isolée faite par le propriétaire du navire en vue de régler la question en payant une « amende » pour annuler la confiscation. Lors de l'audition, M. Gamez Sanfiel (le propriétaire du navire) a confirmé que cela n'avait rien à voir avec la caution ou garantie au sujet de laquelle il demandait des indications en vue d'obtenir la mainlevée.

Procès-verbal du 2 septembre 2013, 15 heures, p. 18

M. GAMEZ SANFIEL (interprétation de l'anglais) : Ce que je dis c'est qu'en Guinée-Bissau -et cela figure par écrit-, nous avons demandé aux autorités de bien vouloir accepter une caution pour obtenir la prompte mainlevée du navire.

M. MENEZES LEITÃO (interprétation de l'anglais) : Pour payer quoi ?

M. GAMEZ SANFIEL (interprétation de l'anglais) : Non, elles ne m'ont pas permis de verser une caution. Elles n'ont même pas répondu. Il s'agit d'une lettre écrite qui avait été adressée au procureur et dans laquelle nous avons demandé, vous savez, au procureur qu'il fixe le montant de la caution. Or, le procureur n'a même pas mentionné de montant. J'ai reçu, moi, une communication d'un avocat local. J'y étais invité à accepter un accord reconnaissant l'infraction commise et à payer 100 000 euros comme facture de cet avocat ; et si l'amende était inférieure à 600 000 euros, 10 % reviendraient également aux avocats – et cela n'a rien à voir avec la caution.

- ii) une communication du capitaine du « VIRGINIA G » informant le propriétaire que des représentants de la FISCAP étaient montés à bord du navire et affirmaient que la confiscation de la cargaison avait été

Le 16 septembre 2013

décidée en l'absence de réponse des propriétaires à une lettre dans laquelle il était proposé d'annuler la confiscation en échange du paiement d'une amende de 600 000 dollars des Etats-Unis.

En réalité, le propriétaire du navire n'a jamais reçu de lettre en ce sens. Une telle lettre n'a d'ailleurs jamais été présentée, que ce soit au cours de la procédure écrite ou de la procédure orale devant le Tribunal.

* * *

(signé)
Ramón García-Gallardo
Conseil et agent de la République
du Panama
Affaire No. 19, navire « VIRGINIA G »

(signé)
Alexander Mizzi
Co-conseil et co-agent de la
République du Panama
*Affaire No. 19, navire
« VIRGINIA G »*

Le 16 septembre 2013

**A Affidavit of Ismael Medina Mendes (without attachments),
16 September 2013 (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

[GB LEGAL LETTERHEAD]

Avenida Dom Settimio Arturp Ferrazzeta
PO Box 127
Bairro de Luanda, Bissau
Republic of Guinea-Bissau
T : +245 320 6800
F : +245 6801
bissau@gbissaulegal.com

AFFIDAVIT

I, the undersigned, **ISMAEL MEDINA MENDES**, lawyer, born in Bissau, Republic of Guinea-Bissau, holder of identity card number 1A1-00172248-22, issued by the Office of Civil Identification of Bissau, Ministry of Justice, valid until 27 May 2015, with office in Avenida Dom Settimio Arturp Ferrazzeta, Rossio, Bairro de Luanda, PO Box number 127, Bissau, Republic of Guinea-Bissau, holder of the professional card number 102, issued by the Bar Association of Guinea-Bissau, as responsible for the Legal Practice of GB Legal law firm and as Legal authorized representative of PENN LILAC TRADING, a company incorporated and registered under the laws of Panama, ship-owner of the vessel VIRGINIA G, declare under oath the following:

1. in the exercise of the granted mandate, have known personally and directly as appointed representative until 10 October 2010, in the case in which the vessel Virginia G is part and has a legitimate interest before the competent authorities, as well as before the Courts of Guinea-Bissau, including:

PROCEDURE No 74/2009 – INTERIM INJUNCTION

2. Through this process there was requested the interim suspension of effectiveness of Decision of the Inter-ministerial Fishing Commission N° 07/CIFM09 of 31 August and of Decision of the Inter-ministerial Fishing Commission N° 09/CIFM09 of 25 September 2009, which determining the seizure of the oil tanker VIRGINIA G and any product on board.

3. By Order of November 4, 2009, the provisional injunction was granted.

4. In this sequence, the Office of the Public Prosecutor of the State submitted an Appeal, without suspensive effect, which was rejected by the Court because it was out of time, notwithstanding having been admitted to superior consideration.

5. In spite of the granting of the injunction, the authorities did not comply with the Court's decision.

PROCEDURE No 96/2009 – MAIN ACTION

6. With this action - Appeal for Annulment - the Court was requested to annul the final Decision of the Inter-Ministerial Fishing Commission N° 07/CIFM09 of 31 August and of Decision of the Inter-Ministerial Fishing Commission N° 09/CIFM09 of 25 September 2009, which determined the seizure of the oil tanker VIRGINIA G and any product on board.

7. Following the counterstatement presented by the Inter-Ministerial Fishing Commission, the Applicant [*ed.shipowner*] lodged a Reply.

8. Subsequently, the Court ordered to notify the Defendant, if it desired, to submit the appropriate Rejoinder

9. Nevertheless, the order issued by the presiding judge in this case ordering the notification to the Defendant has not yet been fulfilled.

PROCEDURE No 98/2009 – INTERIM INJUNCTION

10. Through this injunction there was requested the suspension of effectiveness of the decision of the Secretary of the Treasury, who, through the Official Letter No. 317/GSET/2009 of November 30, 2009, ordered the discharge of the fuel on board the vessel VIRGINIA G estimated at 436 tons of diesel, at the premises of the Company Lubricants and Fuels (CLC).

11. The requested injunction was granted, and the Secretary of the Treasury was notified to clarify to the Court the grounds of lack of enforcement of interim decision in Case No. 74/2009.

12. Following the response of the Ministry of Finance to the request of the Court, the Applicant submitted two applications to the Court requesting, *inter alia*: (i) the forced enforcement of the injunction granted in Case No. 74/2009, and (ii) the issuance of an order to return the fuel.

13. Nevertheless, the order issued by the presiding judge in this case, which ordered the immediate return of the fuel, as well as the abstention from any action against this decision, has not been fulfilled.

PROCEDURE No 14/2010 – MAIN ACTION

14. With this action - Appeal for Annulment - the annulment of the decision of the Secretary of the Treasury was sought, which, through Official Letter No. 317/GSET/2009 of November 30, 2009, ordered the discharge of the fuel on board the vessel VIRGINIA G estimated at 436 tons of diesel, at the premises of the Company Lubricants and Fuels (CLC).

15. The Initial Petition was admitted by the Court.

16. In this sequence, the Court Registry notifies the Applicant to disburse the initial fees (court fees), which is a previous condition to order the summons of the counterpart.

GENERAL TERMS

17. During the intervention of the Applicant in the framework of the procedures abovementioned, the Applicant has complied diligently with all legal deadlines, taking on all actions, applications and burden of its responsibility which were completed within the deadlines established by law.

18. Whenever notified for this purpose, the Applicant proceeded to the immediate payment of the charges of its responsibility.

19. On 1 April 2010, there was a military uprising in Guinea-Bissau, which led the country through a situation of politico-military instability. Various situations of military revolt have occurred in the country, for example on 1 March 2009, on 26 December 2011, on 12 April 2012. As a consequence, the regular functioning of the institutions, in particular, the administration of justice was particularly affected by the instability created by the military uprising of April 2010, which led to the temporary closure of the tribunals, and of major delays in the progress of cases before the tribunals.

I understand that this statement, given under oath, may be used in legal proceedings and I confirm that the facts stated are from my personal knowledge and are true and correct.

Attachments: 8 documents

Bissau, 16 September 2013.

Declaration signed by

ISMAEL MENDES DE MEDINA

[signature]

[stamp]

**1 Request for suspension of effectiveness, received 28 October 2009,
from the lawyers of Penn Lilac Trading to the Regional Court of Bissau
(in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

[Stamps]

The Honorable Judge
Criminal Section
Regional Tribunal of Bissau

PENN LILAC TRADING, ship-owner of the vessel **VIGINIA G**, hereinafter Applicant, requires, under and for the purposes of point 6 of paragraph 13 of Article 820 of Administrative Code, and Articles 381 and thereafter of the Code of Civil Procedure applicable ex vi Article 862 of the Administrative Code, the

SUSPENSION OF EFFECTIVENESS

of a Decision of the Inter-ministerial Commission of Fishing N° 07/CIFM09 of 31 August and of a Decision of the Inter-ministerial Commission of Fishing N° 09/CIFM09 of 25 September, determining the seizure of the oil tanker VIRGINIA G and any product on board, of which was notified on 5 October 2009 (DOC1), hereinafter so called "Suspending Act"

What it does in the following terms and pleas:

I. THE FACTS

1.

On August 21, 2009, around 19:00, at a distance of 60 nautical miles from the coast, the National Supervision and Control of Fishing Activities in the Republic of Guinea Bissau (FISCAP), approached the vessel Virginia G.

2.

Such approach occurred in a violent way by 6 FISCAP agents aboard a fast boat, armed with combat weapons (AK).

3.

The FISCAP agents approached the vessel VIRGINIA G as if it were an assault, since there was no prior communication performed by radio and did not proceed to their identification when they were on the vessel VIRIGINIA G.

4.

The crew was forbidden to hold any communication being forced to stay in their cabins, under the threat of being fired at with the weapons that were pointed.

5.

The vessel's captain was forced to sail to Bissau in precarious conditions given the strong rain and the poor visibility of the night, putting in danger the crew and the cargo aboard of the vessel during the 14 hours it took to cross to the port of Bissau.

6.

The captain is of Cuban nationality and does not understand Portuguese, has was not made aware of the reason that led to the seizure of the vessel, nor was he given the opportunity to defend, as further in Articles 45 and thereafter of Decree-law n°6-A/2000, of 22 August, which approves the Fisheries General Law (hereinafter LGP).

7.

Apart from the seizure not being done legitimately, the reasons why the vessel was seized not having been communicated to the Applicant, or having been given the opportunity to defend, there were several other serious violations to the LGP and the United Nations Convention on the Law of the Sea.

8.

Thus the arrest of the vessel was not communicated to the State of Panama (the flag state of the vessel Virginia G as provided in Article 46 LGP

9.

Besides that the passports of the crew were improperly retained by FISCAP, and have not been returned even if a request for this purpose has been submitted (DOC 2 and DOC 3), in clear violation of the established in United Nations Convention on the Law of the Sea.

10.

Subsequently, the Applicant was informed informally that the arrest took place in consequence of an operation of illegal refuelling.

11.

It is important to note that was it the Applicant who informed FISCAP of the refuelling operation would take place following the issuance by the FISCAP of an official letter which grants the authorization to perform refuelling operation.

12 .

Besides that the entire operation took place in the presence of FISCAP agents , who always behaved as if the operation was perfectly regular, consenting with its achievement, having watched its course without ever ruling on the its possible illegality.

13 .

FISCAP, through its official letter Ref. No. 180/GCFISCAP/09 of 14 August 14 2009, authorized the execution of the operation of refuelling of vessels, provided that prior indications were given regarding the coordinates of the operation of refuelling, the date, time and name of the vessel that would carry the supply (DOC 4) .

14 .

As requested by FISCAP, on 20 August the coordinates of the refuelling as well as the date, time and name of the vessel that would carry the supply were provided to FISCAP (DOC 5).

15.

In the days after the seizure of the vessel VIRGINIA G, there was no communication by the FISCAP, even if the representative of vessel had so requested .

16 .

Only on 31 August 2009 - 10 days after the seizure of the vessel - was the representative of the vessel notified of the Official Letter from the Coordination of FISCAP Ref No. 200/GCFISCAP/09 of 31 August 2009, pursuant to which the vessel Virginia G and all cargo aboard of the same would be confiscated because of the repeated practice of fishing related operations without authorization (DOC 6).

17 .

On 4 September 2009, a letter the Penn Lilac was presented to FISCAP attaching the FISCAP official letter authorizing the execution of the refuelling operation, as well as the letter sent to FISCAP to inform of the coordinates and vessel to carry out the operation (DOC 7) .

18 .

FISCAP lodged a defence to these arguments on 11 September 2009 through the Official Letter of Coordination of FISCAP Ref No. 208/GCFISCAP/09 (DOC 8), Penn Lilac having responded to that challenge on the 14 September (DOC 9)

19.

However, on 23 September, FISCAP, through the Official Letter of Coordination of FISCAP Ref No. 227/GCFISCAP/09 (DOC 10), informed that they will publicly auction of the product of the vessel due to the fact there had been no complaints from the vessel's representation.

It follows that ,

20.

On September 25, through the Official Letter of Coordination FISCAP Ref No. 229/GCFISCAP/09 (DOC 1, Suspending Act), [...] ordered the confiscation of the ship and all the product on board.

21.

On 28 September, the Applicant sent to FISCAP a new note complaining about the decision of confiscation (DOC 11).

22.

On 30 September 30, FISCAP, through the official letter of the FISCAP coordination Ref No. 242/FISCAP/09 (DOC 12) re-challenged the note filed by Penn Lilac of 4 September, with corrections and alleging lapses committed in the Official Letter of FISCAP coordination Ref No. 208/GCFISCAP/09 of 11 September 2009.

23.

During the last days and since 30 September 2009 , several meetings have been held between the legal representatives of the Applicant and FISCAP in order to discuss the process of liberation of the vessels.

24.

However , surprisingly , the Applicant was informed that FISCAP went on board of the vessel on 27 October 2009 (yesterday) informing that the decision to confiscate the vessel would occur and the sale of fuel aboard and the evacuation of the crew is scheduled for the 28 or 29 October 2009 (today), in order to confiscate the vessel.

II - THE LAW

A. INADMISSIBILITY

25 .

Pursuant to Article 80 of the Organic Law of the Courts, approved by Law 3 / 02 of 20 November ("LOT") , the courts are the common jurisdiction for disputes arising from administrative legal relations, which no doubt covers the appreciation of the legality of administrative acts, while the administrative courts under Articles 52 and 57 of the LOT were not created .

Indeed,

26.

The Court and the parties are competent and legitimate, because the Defendant has committed the act challenged herein, addressing specifically to the Applicant.

27.

The suspending act which is the subject of this suspension of effectiveness is a harmful, final and enforceable administrative act.

28.

It is an administrative act as far as it was practice by a public authority, inserted into the legal person, population and territory. A State acting on administrative matter, particularly on matters relating to the administration of the activities of fisheries, which is one of tasks of the State.

29.

The act is harmful in the sense that it seems liable to cause serious damage, violating the rights and legitimate interests of the Applicant.

30.

The administrative act now under reviews is materially definitive, once it is this act that defines the position of the administration against the Applicant on the alleged infringements of the Fisheries General Law, being, therefore an act of sanction.

31.

It is a definitive vertical administrative act as far as is issued by a high hierarchy administrative organ – Your Honour, the Mr. Ministry of Fisheries, who is also the President of Inter-ministerial Maritime Surveillance Commission, who acted under his competences.

32.

The mentioned act is also horizontally definitive, since it is an act which terminates the procedure of the second level, enabling the utilization of the Applicant contentious judicial guarantees.

33.

Finally, the act is enforceable because it can run by itself, not being subject to a confirmation or an authorization from another organ to produce their effects .

34.

Moreover, as we shall see later, the required act has instant execution in relation to the confiscation of any product of the vessel Virginia G.

35 .

In light of the foregoing, there is no doubt that the suspending act is a challengeable administrative act.

B. THE APPLICABILITY OF THE SUSPENSION OF EFFECTIVENESS**36.**

According to Article 399 of the Civil Procedural Code applicable ex vi Article 862 ° of the Administrative Code " *when someone shows grounded fear that before the action be lodged or pending of its results, someone causes severe injury and hardly repairable their right, it may require some measures to be taken, if any of the procedures set out in this chapter provides an appropriate solution to the situation ..* "

37 .

Pursuant to paragraph 6 of Article 820 ° of Decree Law 31095/1940 (Administrative Code), is the competence to the auditor "to issue the suspension of the effectiveness of decisions and deliberations, when required, and to check if it can result in irreparable damages or difficult to repair. "

Indeed,

38 .

The applicant will now demonstrate the huge irreparable losses or difficult to repair arising from the execution of the contested act as well as the inexistence of losses for the public interest, reasons why the suspension of the effectiveness of the contested act may occur.

39 .

According to Article 60 of the Regulation of the Supreme Administrative Court approved by Decree Law 41234 of 20 August 20 1957 ("RSTA") the suspension of the effectiveness of the challenged acts can only be granted by the application of the appellant when the court recognizes that does not involve serious damage to the attainment of the public interest, that can be resulted of execution of the act irreparable damages or hardly to repair. "

40 .

Under this legal provision, the court should only not order the suspension of the effectiveness of the required acts in case it does not conclude its probability judgment, and after having considered the rights and interests to be harmed and if the negative consequences for the public interest exceed the advantage get the Applicant.

In other words,

41 .

According to this legal provision, and as regards the extent of the provisional suspension of the effectiveness of the act , the court shall make a comparative analysis between the positive effects of suspension generate to the applicant and the negative consequences of the suspension result for the public interest, and only if the court reach the conclusion that the negative consequences for the public interest exceed the advantage to be obtained by the applicant cannot enact the measure provisionally required . Otherwise , the provisional measure must be granted.

Thus,

42.

For the applicant it is sufficient to indicate that the benefits from the suspension exceed the negative consequences that it would have the public interest with the execution of the administrative act immediately concerned.

43.

The mentioned legal provision set forth as the first requirement that the execution of the act causing irreparable injury or difficult to repair to the applicant, being for those reasons the first requirement to be examined.

The irreparable injury or difficult to repair**44.**

In this case, the verification of this first requirement is unquestionable as far as the execution of the act in question will have a direct and immediate consequence for the SEIZURE of the vessel as well as the gasoil on board and it is even placing the applicant in a situation of risk financial viability .

45.

A simple reading of the act required itself is sufficient to conclude, with no room for doubt, that if the act would be performed, the applicant will suffer **an irreparable injury or at least an injury which of very difficult repairing** , as its financial situation in collapse, **its bankruptcy being certain**.

46.

The irreparable injury or the very difficult repairing injury which will result from the illegal confiscation of the vessel VIRGINIA G and the fuel on board of the same, which supplier has not been paid yet.

47.

If the Applicant is retained to use the embarkation, it will be prevented from exercising its activity , thus generating income, thus paying bills and to fulfil its obligations to third parties, including its employees .

48.

Notwithstanding what was said to assure adequate causality between the immediate execution of the act *sub judice* and the occurrence of serious injury to the Applicant, it would also have to mention that with the close of business activity of the Applicant, a number of people would you lose their job with the consequent loss of remuneration and the inevitable negative social impact .

49.

In other words, the execution of the act in question would cause harmful consequences for both the equity (financial) situation of the applicant, causing him irreparable damage or hard to repair , and for its entire crew, ground staff and their respective relatives, who would see placed in danger their source of livelihood, thus it is not possible to make an exact or even approximate evaluation of such pecuniary injury as they are objectively impossible to assess.

50.

Quoting Santos Botelho , " *As paradigmatic cases completing the concept of injury of difficult repairing, difficult both the legal theory and the jurisprudence has shown all those cases in which the execution of the act implies the closure of commercial or industrial establishments or the cessation of business activities, since those situations which leads to indeterminable loss profits and involve the beat of customers, which is also not quantifiable in basis of certainty (...) (cf. Contencioso Administrativo: 3rd edition p.455)*

51.

What is clearly the case *sub judice* , since the applicant will be forced to close its business activities.

52.

In order to illustrate the pacific understanding of the jurisprudence in matters of suspension of effectiveness of an act, in the terms and for the purpose as required herein, please find below what the Supreme Court has decided:

I - According to the pacific orientation of this Supreme Court , based on Articles 365 and 920 n . ° 6 of the Administrative Code and Article 60 of its regulation, the suspension of the effectiveness of acts can only be ordered where the applicant so requests and the Court understand that not involve serious damage to the attainment of the public interest and the immediate execution of the act may cause to the appellatant irreparable injury or injury of difficult repairing.

II - The acts that may determine (...) inhibition , although partial of the exercise of trade or industry should be considered as causes difficult reparation of damages by the difficulty of these situations have to compute the true extension of those damages (v . Judgment STA 24.05.69)

53.

It should be noted that the mentioned judgements reflect pacific jurisprudence on the application of standards that are part of the legal acquis of Guinea-Bissau, according to Law 1/73 , published in the Official Gazette No. 1 of 4 January 1975 .

54.

For all the foregoing , we believe there is no doubt that the first requirement of paragraph 6 of Article 820 of the Administrative Code is met, being clear that the possibility of immediate execution of the Act *sub judice* cause irreparable injury or of difficult repairing to the Applicant.

The absence of serious injury to the public interest**55.**

According to article 60 of the RSTA " *the suspension of effectiveness of the appealed acts can only be ordered at the request of the appellatant when the Court recognizes that this does not involve serious injury to the public interest and its execution may result of an act of irreparable damages or of difficult repairing.*

56.

Thus, we must now demonstrate the absence of serious injury to the public interest.

57.

The damages caused to the public interest arising from the suspension and effectiveness of the act should be so severe that not justify the issuance of the injunction.

58.

In the case under review, the Defendant did not notified the applicant any injury/lesion to the public interest, since the activity of the applicant does not challenge any public interest, even more that it was authorized.

59.

It should also be considered, in the framework of the analysis of this negative requirement of suspension of efficiency, the public interest underlying to the act *sub judice* .
Is that,

60.

As Osvaldo Gomes wrote, " *the existence of serious injury to the public interest must be assessed against the administrative act and its grounds, and there are no the strange reasons and / or have been invoked later*" .

61.

According to the same distinguished writer: " In fact , we understand that here also applies the rule stating reasons in written (...) because how it was decided in the Judgment of 9 December 1976 'committing an act with a certain ground, the contentious appreciation of its legality has to be done with the same stating reasons, not being lawful the Court replaces the Administration, justifying the act on different grounds (see Jose Osvaldo Gomes , Suspensão de Executoriedade de Acto Administrativo, *Revista da Ordem dos Advogados* , 44/131) .

62.

Applying the doctrine described to the case under analysis, it concludes that to consider whether or not there is serious injury to the public interest that, this Court is restricted to the grounds invoked by the defendant authority in the text of the act *sub judice* .

63.

From the analysis of the act in question there does not result the invocation of any ground of public interest that would lead to the imposition of a fine and / or confiscation of the products aboard on the vessel VIRGINIA G
Besides that,

64 .

The Suspending Act does not have any ground, reason why is null as above claimed and demonstrated .
Moreover,

65 .

Instead of targeting the public interest by good practices for monitoring and control of fishing activities, the act *sub judice*, if executed, will create serious losses to the public interest, since the good reputation of the State of Guinea-Bissau will be seriously harmed in international trade , as it demonstrates to the current and potential investors, especially foreigners, that the State is not a guarantor of economic stability and does not respect the basic principles of its own law and international trade, and this will eventually become a factor vanishing investment .

66 .

Therefore, it can only be concluded by the inexistence of severe lesion to the interest if the suspension of the effectiveness of the Suspending Act is granted.

The clear urgency of the suspension**67.**

The act which requires suspension of effectiveness if ordering the confiscation of the ship VIRGINIA G as well as any product on the same board .

68.

Despite the on-going discussion process, FISCAP agents went to the vessel with catheter on 27 October 2009 to verify what type of fuel was aboard of the vessel.

69.

Having verified that the fuel aboard of the vessel was gasoil fuel, and having such fuel a great demand in the domestic market of Guinea-Bissau, the FISCAP agent informed the captain of the vessel that between 28 and 29 October 2009 if you would proceed the sale of fuel as well as the confiscation of the vessel.

70.

For this purpose, the FISCAP agents also warned the captain that the entire crew would be evacuated during the day 28 October 2009 .

71.

Against this background, it is clear that the execution of the act is imminent and that requires its immediate suspension .

72 .

Pursuant to paragraph 2 of Article 400 ° of the Civil Procedural Code, applicable to the case under review *ex vi* Article 802 ° of the Administrative Code " *The Court will hear the defendant, if the hearing does not put at risk the purpose of the request* ' This provision is in line with the due process of law principle (paragraph 1 of Article 3 of the Civil Procedural Code) .

73.

Pursuant to paragraph 2 of the same Article 3 "*Only in exceptional cases provided for by the law, measures can be taken against a person without this person first been heard* "

74.

In the case of a preliminary injunction, anticipated contradictory and the deferred contradictory should be distinguished, which is opened only after the concession of the injunction.
Indeed,

75.

The contradictory deferred and when the audition permissible provided the defendant endangers the end of offers and thus the effectiveness of law that the applicant seeks to safeguard .
thus,

76.

The hearing of the defendant should not take place when there is a risk to frustrate the practical effect to be achieved, notably due to the urgency of the situation and the consequence that the delay resulting from the exercise of the contradictory may cause (*periculum in mora*) .

More,

77.

The interference that knowledge by the defendant to cause the desired purpose by the applicant, including, in the case under review, the hasty execution of the act while injunction is pending to be granted.

78.

The Defendant, as a public entity, enjoys the privilege of calling previous execution which " ... allows the public administration to execute its decisions by each authority ... this organ by itself can employ coercive means including the police to enforce respect for their decision , and can do it without taking the court for this purpose ... In short , the unilateral decisions of the administration have as a rule its own effectiveness and can therefore even be imposed by coercion without any intervention provided the courts (*Curso de Direito Administrativo* Vol I, Diego Freitas do Amaral , Page 103) .

79.

In our legal order, contrary to what happens, for example, in Portugal , does not exist the figure of the immediate suspension of the act and provisionally syndicated , which becomes mandatory for the defendant authority from the moment this is notified to respond refraining to perform the act in crisis.

80.

And as abovementioned, the suspending act it is covered by the principle of previous execution, which means, that even after being notified of this procedure the administration can still carry out its execution based on the aforementioned principle of the previous execution, as manifestly is its intention .

Thus,

81.

The granting of the injunction without prior hearing of the defendant, under the terms of paragraph 2 Article 400 ° of the Civil Procedural Code, delaying the contradictory, is the only legal remedy which seems liable to prevent the Defendant Authority to perform the act in question while the injunction is pending to be decided.

This is because,

82.

The not immediate suspension of effectiveness of the act will cause the same even that may be enacted later , no longer has any useful effect since the simple closing of international access for a single day that is the losses would cause serious or difficult reparation that this provides is intended to safeguard .

83.

As stated in this regard Freitas do Amaral " As legal actions often take two, three or four years to be judged, the fact that the act has already been performed and only a few years later to be annulled can be a source of irreparable damages or of difficult reparation to the individuals (In *Direito Administrativo*, Volume IV, Pages 302 and 303)

84.

The same author has concluded that " *So, to prevent this, to avoid the late cancellation of the contested act is no longer useful, not bringing any benefit to the Applicant, the law set forth the instrument of the suspension of effectiveness of the administrative acts .*"

85.

For all the reasons set out above, it is clear that if all requirements are met to grant the measure required, whereby

In these terms and in other legal terms your Honour will state, should:

(i) be granted the injunction required without hearing the Defendant, ordering up with urgency the immediate suspension of the effectiveness of the administrative act contained in the Inter-ministerial Fishing Commission Decision n° 07/CIFM09 of 31 August and Decision N ° 09/CIFM09 of 25 September 25, notified by the FISCAP Letter No. 229/GFISCAP/09;

(ii) Inform to the Defendant Authority with urgency the decision mentioned above in (i) with the express mention that the Defendant should refrain to commit any acts against this decision, under penalty of disobedience to this Court.

(iii) We further require that this procedure should be conducted in accordance with paragraph 2 of Article 400 ° of the Civil Procedural Code .

Amount: Xof . 60,000,000.00 (sixty million Francs of the African Financial Community)

Attachment : Power of Attorney, (12) twelve Documents , Legal Duplicate Copies

Lawyers

Ismael Mendes de Medina

**2 Order regarding court fees, 29 October 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation of Order**

Translation

Process n° 74/09

**REPUBLIC OF GUINEA BISSAU
Local Court of Bissau-**

ORDER

The Judge of Transgression of the Regional Court of Bissau, Dr Marcos Victor Indemi orders to notify duly to PENN LILLAC TRADING, duly identified in the file that pursuant Articles 88° and 89°, paragraph a) of number 1 both of the Code of Court Fees, within a deadline of 5 days, starting from the date of the notification to proceed with the payment in the Judicial Registry of this Tribunal, the quantity of 480.000 FCFA (four hundred and eighty thousand francs cfa), deriving from its responsibility, mentioned in the file for Injunction. The payment has to take place within the deadline, under penalty of ...

TO BE COMPLIED WITH,

By the official of the diligence

Bissau, 29 October 2009,

By order of the Exm. Judge

The Registrar

[Signature]

Order on costs, 23 November 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation of Order

REPUBLIC OF GUINEA BISSAU
Local Court of Bissau- Criminal Section
(Section of Transgression)

ORDER OF COSTS

| PROCEDURE | NUMBER | VARA/SECTION |
|------------|--------|---------------|
| Injunction | 74/09 | Transgression |

The Judge of the Court of Transgression, Dr Marcos Victor Indami

Orders to duly notify to:

The applicant:

- PENN LILLAC TRADING, duly identified in the file.

Pursuant to Articles 88° and 89°, paragraph a) of number 1 both of the Code of Court Fees, within a deadline of 10 days, starting from the date of the notification, to proceed with the payment in the Judicial Registry of this Tribunal, the quantity of **1.906.525,00** xof (one million nine hundred and six thousand five hundred and twenty five francs cfa).

Coming from a Judgement, pages 55 to 61, of its responsibilities, mentioned in the file of Injunction, where FISCAP was the Defendant.

The payment has to take place within the deadline, under penalty of infringement.

TO BE COMPLIED WITH,

Bissau, 23 November 2009,

By order of the Exm. Judge

The Registrar

[Signature]

**Request to the Regional Court of Bissau regarding proof of payment (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation of Request**

Exc. Sir

Dr Judge of the Court

Criminal section

Section Transgression

Procedure n 74/2009

PENN LILAC TRADING Applicant of the above mentioned file, in which the Inter-ministerial Fishing Commission (CIP), notified to the Order of pages..., requires to your Honour to accept the filling of the proof of the payment of the final court fees.

P.E.D

Lawyers Junta: 1 (um) doc.

3 Suspension of confiscation of vessel, 5 November 2009, Regional Court of Bissau to the Inter-Ministerial Fisheries Commission (in Portuguese) (not reproduced), attached:

- Warrant, 5 November 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)

- Order, 4 November 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)

- English translation of Suspension, Warrant and Order

REPUBLIC OF GUINEA BISSAU
REGIONAL COURT OF BISSAU – CRIMINAL COURT
TRANSGRESSION SECTION

TO THE
SECRETARY OF STATE OF FISHERIES
(INTER-MINISTERIAL FISHERIES COMMISSION)

BISSAU

Process n° 74/2009

Letter no. 206/2009/ S.S

Date: 05/11/2005

Subject: *SUSPENSION OF VESSEL CONFISCATION*

The Criminal Court of the Regional Court of Bissau presents its best wishes and hereby requests your due diligence in order to refrain from the practice of any and all acts relating to the confiscation of the vessel **VIRGINIA G** and its products on board and that the applicant's (**PENN LILAC TRADING**) crew is allowed entry to the vessel to proceed with their usual services, as set out in the non specified Provisional Proceeding with its Copy attached hereto.

[Cordially]

THE JUDGE
Dr. MARCOS VICTOR INDAMI

[SIGNED]

Note: Received 06/11-09

signature

REPUBLIC OF GUINEA ISSAU
SUPREME COURT OF JUSTICE
REGIONAL COURT OF BISSAU
TRANSGRESSION SECTION

WARRANT

| PROCESS | No. | Departments/Sections |
|---------------|---------|----------------------|
| TRANSGRESSION | 74/2009 | |

The Hon. Judge, Dr. Marcos Victor Indami, notifies the person or persons below mentioned of all content of the order, with copies to be delivered at the time of notification, pursuant to and for the effects below.

TO NOTIFY

| | |
|---|---|
| 1 | PENN LILLAC TRADING, represented by OCTAVIO LOPES, ISMAEL MENDES DE MEDINA E EMILIA ANO MENDES, Lawyers in this city of Bissau. – |
|---|---|

Bissau, 05 November 2009

The Court Registry

signed

Republic of Guinea Bissau
Regional Court of Bissau – Crime Court
Transgression Section

Proceedings no. 74/009

Unspecified interim measure

I – Report

--- Penn Lilac Trading, owner of the vessel VIRGINIA G, requested the present interim measure proceeding [...] against the Inter-ministerial Fisheries Commission - Cabinet of Coordination of the Surveillance and Control of Fishing Activities in the Republic of Guinea-Bissau (FISCAP) of the Ministry of Fisheries, asking the defendants to be notified and advised to refrain from the practice of any and all acts related to the confiscation of the vessel Virginia G and the products on board and that the applicant's crew be authorized and allowed to enter in the vessel to carry out its usual services.

--- Claims that on 21 August 2009, around 19 hours, at a distance of 60 nautical miles from the coast of Guinea Bissau, FISCAP approached the vessel Virginia G and that such approach was violently done by six FISCAP agents with a speedboat, armed with combat weapons (AK) as if it were a robbery. The crew was forbidden from any communication and required to remain in their cabins.

--- The vessel was forced to navigate to Bissau with poor visibility, because it was night time, while endangering the crew for 14 hours during the crossing to Bissau.

--- On the other hand, it claims that the applicant will suffer an irreparable damage or at least, very difficult to repair with the confiscation of the oil tanker Virginia G, insofar as its economic and financial situation will collapse, leading to bankruptcy.

--- Finally, it requests exemption from the previous hearing of the defendants because it may jeopardize, by which I mean, may pose serious risk to the effectiveness and usefulness of the Interim measure required e.g. Article 400 paragraph 2 and art. 3, paragraph 2 both from the Code of Civil Procedure.

II – [Procedure]

1 - The Transgression Court has jurisdiction on grounds of nationality, matter and hierarchy.

2 - The process is exempted from nullities that invalidate the whole. The initial petition is not inept. The process is proper and valid.

3 - The parties are endowed with personality and judicial capacity and are legitimate.

4 - There are no other dilatory and peremptory exceptions or procedural nullities that should be known.

III – Factual Rationale

I – A – Proved circumstantial factors

01 - PENN LILAC TRADING is registered as the owner of the vessel Virginia G and GEBASPE SL CIF nº B_38437364 in favour of the applicant, resident in Spain, for commercial activity and the vessel's owner with domicile in Poligono Industrial Guadalquivir, C Technology No. 10m 1st CP 41120 Gelves - Seville (Spain).

02 - The vessel Virginia G is owned by the applicant.

03 - In carrying out its fishing activities in the beginning of the month of August the applicant had other fishing vessels Rimbai 1, Rimbai 2, Amabal 1 and Amabal 2 in waters of Guinea Bissau at the care of BALMAR Pesquerías del Atlantico with accompanying documents issued by the Guinean authorities.

04 - Before proceeding to the fishing activities, the fishing company BALMAR Pesquerías DEL Atlantico had sent all relevant documents to the Bijagos Agency in Bissau, requesting necessary authorization for the supply of fuel to the vessels mentioned above. Fls. [Page] 23

05 - The Bijagos Agency confirmed the masters of the fishing vessels, that the refueling operation was authorized by FISCAP. Fls. [Page] 20

06 - Once the masters of the fishing vessels reported that the refuelling operation had been authorized, they headed together with the fuel tanker, according to the coordinates established and authorized by FISCAP, and with the observers on the fishing vessels.

07 - FISCAP observers were present at the operation of the supply of fuel on board of the fishing vessels

08 - On 21 August of the current year the vessel Virginia G, belonging to the applicant, and the fishing vessels Amabal 1 and Amabal 2, were seized and taken to the Port of

Guinea Bissau by the authorities when the applicant’s vessel had just finished refuelling the fishing vessel Amabal 2.

09 – The approach happened in a violent way by 6 agents of FISCAP on a speedboat, armed with combat arms (AK), as if it were an assault.

10 - The crew was prohibited from realizing any communication, being forced to remain in their cabins under threat of use of the arms that had been pointed at them.

11 - The reason for the seizure of the vessel was not communicated to the applicant, neither had he been given the chance to defend himself.

12 - The crew's passports were seized and retained by FISCAP, and were not returned to them even though it was requested fls [Pages] 18 and 19 of the file.

13 – However, as requested by FISCAP, on 20 August, 2009, the coordinates of the fuel supply operation were provided to FISCAP along with the date, time and name of the vessel that would carry the supply.

14 - On 31 August 2009, the applicant was notified through his legal representative of the letter of the FISCAP coordination with ref. No. 200/GCFISCAP) 09 that the vessel Virginia G was seized with all the cargo on board, due to the repeated practice of fishing-related operation without authorization.

15 - FISCAP did not apply the corresponding administrative fine to the infringement committed by the vessel Virginia G.

III – B – Unproven facts

--- It was not proved that when the defendants decided (issue the letter included in fls [Page] 17 of the files) to seize the vessel VIRGINIA G and all its product on board, that FISCAP had applied the corresponding administrative fine to the infringement committed by the applicant and the deadline for its liquidation, neither the value of the fine in quantitative terms.

III – C – Motivation

-- The Court considered the documents of fls [Pages] 17 to 28, 29 to 37, with reference to the proven facts in Articles 01 to 15.

IV – The Law

-- Under Article 399 of the Code of Civil Procedure, for the legitimacy of the interim measure it is necessary that there exists a well-grounded fear that a third party could

cause serious injury to one's right and that this injury will be difficult to repair. Thus it is important to examine the existence (only circumstantial, by the nature of the interim measure) of the applicant's right, if there is a well-founded fear of serious injury to this right and if that injury is difficult to repair.

-- Thus, the requirements of the interim measures procedures provided for in Article 399 of the CPC are:

- a) The well-founded fear that third parties, before the proposal of the main action or when it is pending, cause serious injuries or injuries which are difficult to repair, to the applicant's right;
- b) Serious, or at least apparent, probability of the existence of a threatened right;
- c) Appropriateness of the requested measures to prevent the injury;
- d) The damage resulting from the interim measure is not higher than the damage which it seeks to avoid.

It is true that the applicant has already been prevented from exercising his commercial activity, since the date of the seizure of the vessel, however "it is not the fact that at the time that the measure is required, damages to the right has or have already occurred which, per se, precludes the measure from being enacted." (Helio Neto, CPC Noted 14th edition page 433).

--- And an injury already caused may constitute grounds for fear of other injuries, and therefore are grounds for request of adequate measures to prevent further injuries.

--The applicant's vessel Virginia G is a commercial vessel to supply fuel to fishing vessels in the High Seas and if the applicant continues to be prevented from exercising his commercial activity and the vessel confiscated and all the product on board sold in public auction, it will also be hindered to obtain benefits from it.

-- We are facing a fundamental property right and on the other hand, an infraction of the fishing rules subject to fines.

---However, the defendants with their conduct caused the applicant an injury which is difficult *[missing part from copy of judgement: to repair due to the fact that, even with the [...] action, he will remain months without being able to carry out his activities or loss of the vessel which certainly causes the degradation of the vessel.*

---- *The process of confiscation of a good, because it is a fundamental property par excellence, and competence of courts established under the Constitution of the Republic*

and nobody is allowed to take justice into their own hands. In this case, it is FISCAP itself attempting to confiscate the ship and every product on board.

- Waiting for the decision contemplated in the appeal for a declaratory action, could constitute a severe impact to the legitimate aspirations of the applicant, endangering the applicant, social development partners, suppliers and providers, workers and service providers that will receive nothing for their money and credit.

--- A guaranteed delay in the declaratory action, may, in fact imply that the harm is difficult to repair.

--- Using the provisional proceeding (interim measure) appears to be appropriate and proportionate,] since its enactment will mean a much lesser harm to the applicant than what its refusal may lead to the applicant, since to fulfil the request it is enough with the immediate suspension of the confiscation of the vessel Virginia G and all products on board. That is, the harm alleged by the applicant is comparably higher in relation to the economic and social damage than what the loss, even temporary, will mean to the defendants.

V – Operative part

-- I find the present provisional proceeding (interim measure) well-founded and consequently I:

- a) Order the suspension and warn the defendants (FISCAP, the Inter-ministerial Commission for Fisheries) to refrain from the practice of any and all acts concerning the confiscation of the vessel Virginia G and any product onboard until final decision in the declaratory process that will be brought.
- b) Authorize the applicant and force the defendants [the defendants] to allow the entrance of its staff [crew] in the vessel to proceed with its services of maintenance of the vessel without prejudice that the parties bring a main action.
- c) Authorize the applicant to perform the tasks related to a normal management and maintenance of the vessel.
- d) In case the defendants infringe or prevent the fulfillment of the above mentioned, they incur in the penalty of the crime of disobedience, in the terms of the criminal law.

- e) Determine the personal notification to the defendants and the applicant in these terms.
- f) Costs by the applicant with the court fee reduced to $\frac{1}{4}$ - Article 453 and 446 both from the Code of Civil Procedure.

Notify

Bissau, 4 November 2009

**4 Request for Notification from the lawyers of Penn Lilac Trading to the Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

[LOGO]

OCTÁVIO LOPES

[STAMPS]

Proceedings n.º 74/2009

Excellency

Hon. Judge

Regional Court of Bissau

Transgression Section

PENN LILAC TRADING, owner of the vessel VIRGINIA G, applicant in the proceedings *[identified in the margin of the page]* in which the defendant is the Inter-ministerial Commission of Fisheries, hereby requests your Excellency to order the notification, as a matter of urgency, to the Ministry of Finance and the Ministry of Defence the content of the Order of pages [...] regarding the unspecified interim measure requested and granted, as otherwise the Decision would not produce the desired effect.

P.E.D.

Advocates

[Signatures]

[STAMP]

Signature Ismael Mendes de Medina

[STAMP]

mirandalliance

[LOGO]

**Letter dated 10 November 2009 from the lawyers of Penn Lilac Trading to the Minister of Defense transmitting Order (without annex) (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

[LOGO]
OCTÁVIO LOPES

Advocates

MINISTRY OF DEFENCE
Excellency Sir Minister
Dr. Aristides Ocante da Silva
Bissau-Guiné Bissau

Bissau, 10 November 2009

Subject: Vessel Virginia G - suspension of confiscation

Excellency,

By reference to the above subject, we provide you in an annex the Order of the Interim measure, delivered by the Judge of the Transgression Section, of the Regional Court of Bissau, regarding the confiscation of the Vessel Virginia G, for your knowledge. This Order was already notified to the Secretary of State of Fisheries, as President of the Inter-ministerial Commission of Fisheries, and to FISCAP, the past day 06 of the current month.

The referred Order of the Judge orders the administrative authorities to refrain of the practice of any acts referred to the confiscation of the Vessel Virginia G and its products on board and that the applicant of the interim measure, the vessel's owner Penn Lilac Trading, is allowed the entrance of its crew in the mentioned Vessel to proceed with its normal services.

We have information of the existence of manoeuvres in the port of the old enterprise DICOL, located in Alto Bandim, where the Vessel was ordered to berth the past Friday, day 06 of the current month, aimed at the taking of the product (fuel) on board.

Guinea Bissau is a democratic country, where the judicial decisions are sovereign, and where its non-compliance puts into question, on one hand, the national sovereignty, and on the other hand, the respect of the principle of separation of powers expressed in the Constitution of the Republic. Therefore, we request the collaboration of Your Excellency in order to enforce the decision taken by the Court of the Republic of Guinea Bissau.

Being sure of your best understanding for the explained above, and being thankful in advanced for the attention given, we remain at the disposal of your Excellency for any clarification you may find appropriate.

Please, your Excellency, Sir Minister, accept our best wishes.

Ismael Mendes de Medina

[Signature]

[STAMP]

**Letter dated 10 November 2009 from the lawyers of Penn Lilac Trading to the Minister of Finance transmitting Order (without annex) (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

[LOGO]
OCTÁVIO LOPES

Advocates

MINISTRY OF FINANCE

Excellency Sir Minister

Dr. José Mário Vaz

Bissau-Guiné Bissau

Bissau, 10 November 2009

Subject: Vessel Virginia G- suspension of confiscation

Excellency,

By reference to the above subject, we provide you in an annex the Order of the Interim measure, delivered by the Judge of the Transgression Section, of the Regional Court of Bissau, regarding the confiscation of the Vessel Virginia G, for your knowledge. This Order was already notified to the Secretary of State of Fisheries, as President of the Inter-ministerial Commission of Fisheries, and to FISCAP, the past day 06 of the current month.

The referred Order of the Judge orders the administrative authorities to refrain of the practice of any acts referred to the confiscation of the Vessel Virginia G and its products on board and that the applicant of the interim measure, the vessel's owner Penn Lilac Trading, is allowed the entrance of its crew in the mentioned Vessel to proceed with its normal services.

We have information of the existence of manoeuvres in the port of the old enterprise DICOL, located in Alto Bandim, where the Vessel was ordered to berth the past Friday, day 06 of the current month, aimed at the taking of the product (fuel) on board.

Guinea Bissau is a democratic country, where the judicial decisions are sovereign, and where its non-compliance puts into question, on one hand, the national sovereignty, and on the other hand, the respect of the principle of separation of powers expressed in the Constitution of the Republic. Therefore, we request the collaboration of Your Excellency in order to enforce the decision taken by the Court of the Republic of Guinea Bissau.

Being sure of your best understanding for the explained above, and being thankful in advanced for the attention given, we remain at the disposal of your Excellency for any clarification you may find appropriate.

Please, your Excellency, Sir Minister, accept our best wishes.

Ismael Mendes de Medina

[Signature]

[STAMP]

5 Petition (confiscation of oil cargo) from the lawyers of Penn Lilac Trading to the Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced) - English translation

REGIONAL COURT OF BISSAU

Section of Infringements

Proceeding No 74/2009

URGENT

Exc. Mr. Judge

PENN LILAC TRADING, applicant in the aforementioned proceeding, where the respondent is the Interministerial Commission of Fisheries ("CIP" in Portuguese) and FISCAP, exposes and requires to your Exc. the following:

1. The CIP published decisions No. 07/CIFM09 on August 31st and No 09/CIFM09 on September 25th, the latter being notified to the applicant on October 5th 2009, through the Office of FISCAP No 229/GCFISCAP of September 25th, 2009, pursuant to which it was determined the seizure of the oil tanker VIRGINIA G and all products on board (documents 1 to 6 attached to the initial request for the suspension of effects, reproduced completely);
2. On October, 28th 2009, the applicant submitted to this Court a request for suspension of effects of the aforementioned decisions in order to avoid the enforcement of the seizure over the vessel VIRGINIA G and all products found on board, as well as all damages that the seizure could have caused.
3. By decision of this Court dated November 4th, 2009 a protective order was declared and, consequently, the execution of the seizure was suspended, requiring expressly the respondents CIP and FISCAP to:
 - a) "Abstain [...] of any acts in relation to the seizure of the VIRGINIA G vessel and any product found on board, until final decision in the process is published. [...]"
4. On November, 6th 2009, the applicant and the respondents were notified of the protective order, pursuant to the protective order, as stated in pages...
5. On November, 9th 2009, the applicant requested this Court to proceed with the urgent notification to the Ministry of Defence and to the Ministry of Finance of the protective order, even though both institutions are members of the CIP.
6. In addition to submitting the application referred to in previous point 5, the applicant itself proceed as well to the delivery copy of what was established by protective order to the Ministry of Finance and the Ministry of Defence (see DOC 1 and 2 attached to this application, reproduced entirely).
7. Despite all aforementioned, on November, 20th 2009, the State Secretary of the Treasury from the Ministry of Finance issued a decision with Reference No 317/GSET/2009, addressed to CLC (Company of Lubricants and Fuel), with an acknowledgment of receipt by PETROMAR, dated November, 20th 2009 (see DOC. 3 attached which is reproduced entirely).
8. The decision issued by the State Secretary of the Treasury from the Ministry of Finance states the following:

"[...] Subject: Unload seized oil tanker

Pursuant to Decision No 07 of the Interministerial Commission on the Maritime Surveillance, the oil tanker Virginia G was seized ex officio, with all its gears, gadgets and products on board, due to the repeated operations of related fishing, on its form of "*non-authorized sale of fuel to other fishing vessels within our EEZ, namely the N/M AMABAL 2*".

Despite to the Court decision on the suspension of the seizure - the emphasis added – and not opposing to the Public Prosecutor, State Lawyer and State Prosecutor (Ref. No 716/GPGR/09) so the government proceeds “(...) to use the fuel that the vessel was transferring in our EEZ (...)”, we state with the present that the oil tanker Virginia G is authorised to unload all products on board, estimated to be 436 tm of oil, in our facilities [...]”

A. NULLITY OF THE DECISION TAKEN BY THE STATE SECRETARY OF THE TREASURY

9. The power to seize any type of asset is not listed as those assigned to the General Direction of Treasury, listed by the Decree-Law No 9/2006, of 29 June 2006, passed by the Ministry of Finance Organic Law.
10. As a result, given that the State Secretary of the Treasury took a decision for which it had no competence, the decision must be considered null and void, as stated by the Article 363 of the Administrative Code.

B. NULLITY PURSUANT TO ARTICLE 201 CPC

11. The letter of Mr State Secretary of the Treasury refers to the non-opposition by the Public Prosecutor, State Lawyer and State Prosecutor “to the utilisation of the fuel traded by the vessel within the EEZ”, referring as well Ref. No 716/GPGR/09.
12. The opinion of the Public Prosecutor with Ref. No 716/GPGR/09, as stated by the letter of the State Secretary of the Treasury, was never notified to the applicant.
13. Article 229(1) CPC establishes, furthermore, that “must be notified, without need of an express order, all judgments and letters as stated by the law and **any other document which could cause damages to the parties**” – emphasis added.
14. Moreover, Article 201(1) CPC states that “the performance of an illegal act, as a failure to act or to comply with a formality prescribed by the law, only produce nullity when the law so declares or when the wrongdoing can influence the consideration or decision of the case”.
15. *In casu*, failure to give notice of the opinion of the Public Prosecutor Ref. No 716/GPGR/09 to the applicant, prevented it from exercising its right of examination, which had a clear impact on the examination and decision of this case (see Article 3 CPC; Article 201(1) CPC).
16. Hence, it is therefore declared manifestly null and void due to the lack of notification of the Public Prosecutor’s opinion to the applicant (see Article 201(1) CPC).

C. QUALIFIED CONTEMPT

17. Following the terms of the Republic of Guinea Bissau’s Constitution (“CRGB”), “every citizen has the right to appeal to the courts against acts that violate his rights recognised by the Constitution or the Law”, and the Courts are organs of sovereignty competent to administer justice in the people’s name (Articles 32 and 119 CRGB and Article 1 Organic Law of Tribunals (“LOT”)).
18. And, by the law, “the decisions of the courts are compulsory for **all public and private entities** and prevail over those of any other authorities” (Article 6 LOT).
19. Hence, the act performed by the Secretary of State to order the seize of the fuel on board of the oil tanker Virginia G, is clearly against the established by the protective order, has a defect as it violates the law, being voidable, on the basis of what Article 364 of the Administrative Code establishes.
20. Additionally, the CRGB establishes that the State and other public bodies, as well as other political positions, must provide answers through political, civil and criminal means for those acts or omissions in the exercise of their duties” (Articles 33 and 61 CRGB).

21. As stated in point 14 above, the decision of the Secretary of State of the Treasury violates directly and unscrupulously the order of pages... which decreed the suspension of the effects of the CIP's decision, as it instructs the execution of an act whose performance was suspended by decision of this Court.
22. The order of pages...which decreed the protective order, as stated in point 4 above, was duly notified to the Secretary of State of the Treasury.
23. Under paragraph d) of the order pages..., it was issued a warning to the effect that if there was a violation or impairment of the compliance of the content of the order by the contested authorities (among which is the Ministry of Finance, as a member of the CIP) the protective order states that in case any acts would be committed relating to the seizure of the vessel Virginia G and of any product on board before the final decision, it would incur in the penalty of qualified contempt as established by the Criminal law.
24. Article 239 of the Criminal Code states that:

"1. Who, after being warned that his conduct is likely to incur in criminal liability, continues to grant duly obedience to a lawful order or mandate, properly communicated and reported by a competent entity, shall be punished with prison or fine up to 5 years".
25. As aforementioned, the Secretary of State of the Treasury acted acknowledging that a judicial decision had been issued suspending the seizure, being duly notified its content.
26. The acknowledgment of receipt by the Secretary of State of the Treasury of the protective order has been proved (Ref. No 317/GSET/2009), as its order specifically states that "[...] despite the judicial decision suspending the seizure [...]" it is ordered the unload of the fuel found on board of the vessel Virginia G".
27. As a result, bearing in mind that the decision within the protective order was issued by the Regional Court of Bissau, competent authority, and that the decision was notified to the concerned authorities, among them the Ministry of Finance, no doubt remains as to the existence of a contempt crime as provided by Article 239 of the Criminal Code.

Within the terms that your Exc. will apply, the present request must be issued, as a result:

- i. To declare the nullity of the act executing the seizure whose suspension was ordered by this Court, and which was performed by the Secretary of State of the Treasury, due to his lack of jurisdiction and the violation of a judicial decision decreed through the mentioned protective order;

FOR THE RECOVERY OF THE LEGALITY, THIS COURT SHOULD DECIDE THE:

- ii. Order the immediate suspension of all ongoing actions of disposal of the unloaded fuel from the vessel Virginia G, including its sale or any other use of it, in order to avoid its destruction;
- iii. Order the immediate return of the fuel to the applicant, being loaded by the authorities to the vessel Virginia G, and bearing all costs for such operation;
- iv. Order the Secretary of State of the Treasury **to refrain of any acts** which could violate the protective order of the decision in pages...
- v. It furthermore requires your Exc. to give notice of the present case to the Hon. Representative of the State Prosecutor in order to, as a guarantor of legality, to promote or to deem as appropriate as strong evidence of the performance of a crime of qualified contempt, within the terms aforementioned.

E.D.

6 Injunction, 10 February 2010, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
Order, 18 December 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation of Injunction and Order

Guinea Bissau Republic
Regional Tribunal For Crimes
Section of transgression

Proceedings No. 74/2009

INJUNCTION

The Judge of law, Dr Marcos Indami, from the Section of Transgression of the Guinea Bissau V.C.T.R. (Regional Tribunal for Crimes) orders that the below individuals are appropriately notified of the order in the pages 114 , 114V , 115 and 115V of the Interim Injunction referenced above .

Being delivered to them together with this notification a copy of them.

TO BE SERVED:

Bissau, 4 February 2010

By order of the Judge of Law,

The Officer j

(Signature)

TO BE NOTIFIED TO:

PENN LILAC TRADING, Virginia G's ship-owner, through the authorised judicial representative Dr. Ismael Mendes Medina and Dr. Emilio Anus Mendes. FISCAP (Interministerial Commission for the Maritime Surveillance) through the authorised judicial representative, Dr. Mussa Mane and the State Lawyer Cabinet together with the General Republic Prosecutor.

Republic of Guinea Bissau

Regional Tribunal of Bissau Criminal Section

(Transgression Section)

ORDER

The Public Prosecutor, in his capacity as a guardian of legality, was asked to review, within a delay of 48 hours, the present file, which was delivered to him on 11 November 2009 (v.g. pages 69n72,73 and 73A of the file).

The Public Prosecutor returned the file on 19 /11/2009, however, the date does not appear on the Order (page 73).

The Public Prosecutor disagreed with the decision set out at pages 55 to 61 of the file, and appealed by means of the appeal of AGRAVO on 19 November 2009 at pages 75 to 81 of this file.

To assess and decide

Despite of the admissibility of the appeal and the fact that the applicant does not have direct and main legitimacy in the case, and is only an accessory when called to participate in the case, further to article 680 of the Procedure Civil Code.

According to the file, the Public Prosecutor was notified on 11 November 2009, which means he then became directly aware of the facts (pages 72 and 73 of the file), has lodged a appeal of AGRAVO on 19 November 2009 pages 75 to 81 of the file.

Nevertheless, the deadline for lodging this appeal is eight (8) days from the date of notification of the decision further to article 985 No 1 of the Procedure Civil Code.

Further to our calculation of the deadline, we confirm that the appeal of AGRAVO was lodged after expiry of the time limit of 08 days, i.e., from 11 November 2009 to 19 November 2009, which amounts to 09nine days (nine days).

As a matter of fact, the delegate of the Public Prosecutor had requested that the matter be filed in the Transgression Section on (ten) 10 November 2009 page 69 and but he has lodged the appeal to the Judge of the Criminal Section of the Regional Tribunal of Bissau, when he is aware that the appeal should be lodged in the same section.

The same appeal was delivered to the registrar of the Transgression Section on 23 November 2009, 13 days after the expiry of the legal time limit of 08 days.

The procedural consequence established by the lawmaker of the failure to abide by the deadline of (08) eight days, is to consider that the applicant did not exercise its right of appeal, and this does not have the procedural effect desired by the applicant.

Therefore, the appeal is rejected because it was lodged after the expiry of the time limit, as it was lodged out of the time limit of 08 (eight) days.

Therefore because the appeal was filed outside of the time limit, it is not necessary to review the merits of the appeal (*extemporario*).

However due to the superior and political interests of the country, I leave the files to your superior consideration, following a careful and prudent analysis of the facts presented in the file, we have considered that all the pleas of facts and pleas in law which lead us to the issue of the present Order of rejection remain the same, reiterating the pleas herein described.

Bearing in mind, however, that either revoking or confirming the appealed decision your Honours will do the due justice.

Without costs.

To notify.

Bxo, 18 December 2009

[signature of the judge]

7 Order regarding court fees, 96/09, 8 December 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation

Translation

REPUBLIC OF GUINEA BISSAU
Local Court of Bissau-Criminal Section
(Section of Transgression)

ORDER

| PROCEDURE | NUMBER | SECTION |
|-----------------------|--------|---------------|
| Declarative procedure | 96/09 | Transgression |

The Judge of the Court of the Criminal Section of the Local Tribunal of Bissau Criminal section- Section of Transgression, Dr Marcos Victor Indami

Orders to notify duly to:

The Creditor:

- **PENN LILLAC TRADING**, through the legal representative Dr Ismael Mendes de Medina, with office in this city of Bissau, in the district of Luanda

Pursuant to Articles 88° and 89° a) of number 1 both of the Code of Court Fees, within a deadline of **5 days**, starting from the date of the notification to proceed with the payment in Court Registry of this Tribunal, the quantity of **480.000,00 Ffca** (four hundred and eighty thousand francs cfa).

Coming from initial expenses, from its responsibility, mentioned in the file for the declarative action.

The payment has to take place within the deadline, under penalty of infringement of the law..

TO BE COMPLIED WITH,

Bissau, 8 December 2009,

The Registrar,

[Signature]

**Listing of fees, 96/09, 8 December 2009, General Treasury of the Tribunals
(in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

Translation

**REPUBLIC OF GUINEA BISSAU
GENERAL TREASURY OF THE TRIBUNALS**

Procedure Nr. 96/0009

Responsibility of.

Value of the action or fine.....60.000.000,00 XOF

Judicial tax 10%.....480.000,00 XOF

GENERAL TREASURY OF THE TRIBUNALS

1% of the fine

40% of the fine

Surcharge of number 5 of Article 6 of Dec. 48152

Article 48 of the Code of Justice

Role in the process

Legal charges.....

Costs and attorneys

Interpreter or public defender

TREASURY OF THE TRIBUNAL

Expenses of Article 53 of Code of Justice.....

Statistical entry.....

PRISION ESTABLISHMENTS

Decree-Law 892 and 1075.....

1/2 of the fine.....

60% of the judicial tax.....

Role in the process.....

Stamp assistance.....

R. National.....

Amount: 480.000, 00.....

There are: four hundred and eighty thousand francs cfa.....

Bissau, 8.12.2009

The Register

The accountant

**Request to court regarding proof of payment (96/2009) addressed to
Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

Honorable Judge
[...]
Transgressions Section

Procedure No. 96/2009

PENN LILAC TRADING Applicant of the above mentioned file, in which the Inter-ministerial Fishing Commission (CIP) is the defendant, notified to the Order of pages...., requires to your Honour to accept the filling of the proof of the payment of the initial court fees.

P.E.D [*requested for granting*]

Advocate:

1 attachment

11 12 09

8 Reply received on 25 February 2010 from the lawyers of Penn Lilac Trading to the Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced) - English translation

[Stamp]

Entry No 39/2010

Bxo, 25/02/2010

Civil Servant's signature

Regional Tribunal of Bissau

Proc. No 96/09

Transgression Section

The Honorable Judge

PENN LILAC TRADING, Applicant in the file above identified in which the plaintiff is the **INTERMINISTERIAL COMMISSION OF MARITIME SURVEILLANCE** (“CIFM” or “Plaintiff's Authority”), and thereof better identified, having been notified of the Reply of pages (...) of the file, lodged by Plaintiff's Authority, from which two pleas are brought, further to article 502, No 1, or in not being the case, further to article 3, No 3, of the Procedural Civil Code (“CPC”), applicable ex vi of what is set forth in the article 862 of the Administrative Code, presents hereby, **REPLY**, in the following terms and pleas:

I. INTRODUCTION

1.

The applicant only can reply to the counterstatement if it was brought any plea and only if the merits are related to the plea (further to article 502, n 1 of the CPC, applicable ex vi of article 862 of CA).

2.

Considering that the in its Reply the Plaintiff Authority brought the dilatory pleas of no granting of security and the lack of jurisdiction of the Transgression Section, the Applicant has the right to reply. More,

3.

This right to reply to the pleas is also justified by the due process of law general principle, further article 3 of CPC, which is also applicable ex vi to the article 862 of the Administrative Code.

4.

According to this principle, should always be given to the opportunity, against whom a claim is made, an argument invoked or produced evidence to rule, with no decision before this happens

II. THE ALLEGED NEED TO PROVIDE A SECURITY AS A CONDITION OF ACCESS TO THE COURTS**5.**

In articles 77 to 85 of the Reply, the Plaintiff's Authority brought an alleged innominate dilatory plea, according to which the Applicant should have made the provision of security before resorting an appeal to the courts ,i.e., before lodging the present Appeal, concluding by the rejection of the appeal.

6.

The Plaintiff Authority refers in article 77 of the Reply that " the decree-law no 6-A/2000 established as a condition to the judicial review of the acts of organs of the Maritime Surveillance by the ship owner upon payment of deposit by that arbitrated (articles 64 e 65 of the mentioned law).

7.

With all respect, the Plaintiff's Authority makes an incorrect interpretation of article 65 of the Decree-law n°6-A/2000, of 22 August (Fisheries General Law), when implying that the judicial review of the acts of organs of the Maritime Surveillance would be conditioned to the granting of security. In reality,

8.

It the Plaintiff's Authority is right, only who had economic conditions to provide such security could access the Courts, appeals to justice.

9.

The justice would be accessible only to those who had economic conditions and who had not those conditions would be prevented from accessing our courts.

10.

As a matter of fact, the entities responsible for the seizure of vessels would be, so to speak, "*with the knife and the cheese in his hand*," since considering the power they already have to apply fines, would be invested with the power to indirectly dictate the value of the security, which among other amounts, is indexed to the amount of the fine – see no 3 of article 65, of Fisheries General Law.

11.

This interpretation advocated by the Plaintiff Authority cannot proceed, as it is clearly unconstitutional since it flatly contradicts the fundamental right to effective judicial protection, in the corollary of the right of access to the law and courts, established in article 32 of Constitution.

12.

Only for this reason the plea invoked is, *in limine*, unfounded.
Moreover,

13.

It should be clarified the rationale, i.e., the *ratio* of the article 65 of the Fisheries General Law.

14.

As it reaches its wording, Article 65 of the Fisheries General Law has a special scope, establishing a legal remedy allowing a prompt release of ships or vessels and their crew upon payment of security.

15.

As a special regime, this quicker procedure set forth in Article 65 of the Fisheries General Law co-exists with the standard procedure of objection of decisions made by organs of Maritime Surveillance, which are set out in paragraph 3 of Article 52, of the Fisheries General Law with wording amended by Decree Law n ° 1-A/2005, where one can read that *"the decision mentioned in number 1 (confiscation) is susceptible of appeal"*.

In other words,

16.

The previous mentioned Article 65 of the Fisheries General Law seeks to regulate the special procedure for release of ships or vessels and their crew upon the payment of a security, making no reference to judicial review of the acts of the organs of the Maritime Surveillance.

17.

In the present case, the Applicant used the standard procedure of objection, petitioning this Honour Court the declaration of nullity, or if not understood, the annulment of the contested act of confiscation determined by the Plaintiff Authority.

18.

The Applicant did not provide security because legally it did not have to do, as it has been become clear from the above.

19.

In light of the foregoing, it is easily concluded by the full rejection of the dilatory plea of inadmissibility for failure to pay security deposit as brought by the Plaintiff's Authority, in Articles 77-85 of the challenge that is contested.

III. THE ALLEGED VIOLATIONS OF LACK OF JURISDICTION OF THE TRANSGRESSION “TRIBUNAL”

20.

The Plaintiff Authority further claims in Articles 86-97 of the Reply, the dilatory plea of lack of jurisdiction, due to the merits, of the Transgression Section to assess and decide the present case.

21.

According to the Plaintiff Authority, "the disputes emerging from procedures violations/transgressions of fishing laws and regulations have been submitted to the Criminal Court of the Regional Judicial Tribunal", due to its material jurisdiction to judge those case (Article 88 and 96 of the Reply)

22.

Again, the Plaintiff Authority does have any reason, as it will be demonstrated.

23.

Before analysing the reasons for inadmissibility of the lack of jurisdiction plea due to subject of the Transgression Section of the Criminal Court of the Regional Tribunal of Bissau, it is important to describe the organisation of the first instance Tribunal.

Therefore,

24.

Under article 12, n°1, of the Tribunal Organic Law (LOT) (Law No 2/2002, of 20 November) in our legal system "*exists tribunals for small cases, tribunals of first instance, tribunals of second instance and the Supreme Court of Justice*".

25.

In accordance with numbers 3 and 5 of the same provision, "*the tribunals of first instance are called regional tribunals*" and may be organized into courts.

26.

It happens so, that in accordance with its current internal organization the Regional Tribunal of Bissau is organized in two Courts, Civil and Criminal Court, depending if the dispute concerned is civil or criminal.

27.

For its turn, the Criminal Court of the Regional Tribunal of Bissau contains a section, the transgression section, with jurisdiction to judge illicit transgressional or misdemeanours acts, which are not punishable as crimes.

28.

(As far as the Applicant understands, the breakdown of the Criminal Court into Transgressions Section occurred following the deliberation of the Supreme Judicial Council),
In other words,

29.

Insofar as it pacifies the distinction between crimes and misdemeanours / transgressions in our legal order, it makes sense to conclude - in logic, it is assumed, *La Palissiana* - the use of the transgressions section should be limited solely and exclusively to the illicit of misdemeanours or transgressional nature, as the Criminal Court is concerned with illicit matters purely criminal.
In addition,

30.

The system of misdemeanours and transgressions defined by the Penal Code of 1852 with respect to the subjective part, and the Code of Criminal Procedure of 1929, with respect to the adjective remains in force in our legal order, as to the provisions of article 3, of Decree-law No 4/93, of 13 October, which approves the first Criminal Code.

31.

To date there have not been occurred the creation and installation of specialized courts in matters of maritime litigation (the Maritime Tribunal, as set forth in article 59 of LOT).

32.

Also, to date there have not been occurred the functioning of “*the specialized tribunals in matters of administrative litigation*” – article 80 of LOT.

33.

Having regard to the file, according to the Plaintiff Authority's understanding expressed clearly and unequivocally in its Reply (see articles 86 and 88 of the Reply), the nature is misdemeanours / transgressional and not criminal.

34.

It is easy to conclude that in light of the Plaintiff Authority's own understanding, the jurisdiction to judge the dispute *sub judice* is attributed to the Transgressions Section of the Criminal Court of the Regional Tribunal of Bissau.

As a matter of fact,

35.

In the study of Dr Augusto Silva Dias, referred to by the Plaintiff Authority under Article 15 of its Reply, nothing is removed that undermines the conclusion that arrived here.

Indeed,

36.

Being pacific the competence and the current organization of the Criminal Court of the Regional Tribunal that handles the prosecution of crimes, there is no doubt that misdemeanours or transgressional lawsuits does not have a criminal nature.

In addition,

37.

The Applicant had previously brought before the Criminal Court of the Regional Tribunal of Bissau an interim relief with the suspension of the effectiveness of the act of confiscation *ex-officio* of the vessels Virginia G, with all their gear, gadgets and products on board in favour to the State of Guinea-Bissau, determined by the Plaintiff Authority.

However,

38.

In the Order of the Honourable Judge, of 29.10.2009, page 39 and reverse (Procedure No 54/2009), the Criminal Court of the Regional Tribunal of Bissau has declared its lack of jurisdiction, deciding to send the file of required interim measures to the Transgressions Section, according to article 43 of Code of Criminal Procedure of 1929.

Against that background,

39.

because they find "competent due to "the nationality, the matter and the hierarchy", the Judge of Transgression, of the Regional Tribunal of Bissau, determined that the Applicant was notified for the purposes of payment of the respective judicial fees, in accordance with Articles 88 and 89, No 1, a) of the Code of Judicial Fees (in accordance with order which decide to proceed in that way).

40.

When lodging this action, the Applicant has addressed to the Transgression Section of the Criminal Court of the Regional Tribunal of Bissau (Procedure 74/2009), considering that the interim measures always exists in dependency of a main action and develops attached thereto, as occurs in the present case.

As a matter of fact,

41.

With all respect, now invoking this plea by the Plaintiff Authority is not ethically correct.

In fact,

42.

The Plaintiff Authority has not raised the same plea of lack of jurisdiction in the interim measures sought by the Applicant.
In other words,

43.

The Plaintiff Authority cannot, therefore, at least when weighted the level of procedural good faith first admit the jurisdiction of the Transgression Section, automatically determined by this Honourable Tribunal to hear and determine the preliminary injunction provides this action, and later invoke the objection of lack of jurisdiction the same court, when it comes only to appreciate and judge the main action in which the interim measures previously requested is attached.

45.

Thus, given the above, the plea of lack of jurisdiction of the Transgression Section of the Criminal Court of the Regional Tribunal raised by the Plaintiff Authority in its Reply, must also be manifestly rejected.

Terms under which the pleas brought by the Plaintiff Authority should be rejected, and therefore accepts in whole the present appeal Dismisses the appeal pursuant to the terms petitioned the initial application of pages (...) et seq.

Lawyers with power of attorney in the interim measure

[stamp name of lawyer]

[signature]

Attachments: legal duplicated

9 Order regarding court fees, 98/09, 8 December 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation

Translation

REPUBLIC OF GUINEA BISSAU

Criminal Local Court of Bissau

(Section of Transgression)

ORDER

| PROCEDURE | NUMBER | SECTION |
|------------|--------|---------------|
| Injunction | 98/09 | Transgression |

The Judge of the Court of the Criminal Section of the Local Tribunal of Bissau Criminal section- Section of Transgression, Dr Victor Indami

Orders to notify duly to:

The Creditor:

- **PENN LILLAC TRADING**, through the legal representative, Dr Ismael Mendes de Medina, with office in this city of Bissau, in the district of Luanda

Pursuant Articles 88° and 89° a) of number 1 both of the Code of Court Fees, within a deadline of **5 days**, starting from the date of the notification, to proceed with the payment in the Judicial Registry of this Tribunal, the quantity of **480.000,00 Fcfa** (four hundred and eighty thousand francs cfa).

Coming from initial expenses, from its responsibility, mentioned in the file for the injunction.

The payment has to take place within the deadline, under penalty of infringement of the law.

TO BE COMPLIED WITH,

Bissau, 8 December 2009,

The Registrar

[Signature]

**Listing of fees, 98/00, 8 December 2009, General Treasury of the Tribunals
(in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

Translation

**REPUBLIC OF GUINEA BISSAU
GENERAL TREASURY OF THE TRIBUNALS**

Procedure Nr. 98/0009

Responsibility of.

Value of the action or fine.....60.000.000,00 XOF

Judicial tax 10%.....480.000,00 XOF

GENERAL TREASURY OF THE TRIBUNALS

1% of the fine
 40% of the fine
 Surcharge of number 5 of Article 6 of Dec. 48152
 Article 48 of the Code of Justice
 Role in the process
 Legal charges.....
 Costs and attorneys
 Interpreter or public defender

TREASURY OF THE TRIBUNAL

Expenses of Article 53 of Code of Justice.....
 Statistical entry.....

PRISON ESTABLISHMENTS

Decree-Law 892 and 1075.....
 1/2 of the fine.....
 60% of the judicial tax.....
 Role in the process.....
 Stamp assistance.....
 R. National.....

Amount: 480.000, 00.....

There are: four hundred and eighty thousand francs cfa.....

Bissau, 8.12.2009

The Registrar

The accountant

**Request to court regarding proof of payment (98/2009) addressed to
Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)
- English translation**

Translation

Exc. Sir

Dr Judge of the Court

Criminal section

Section Transgression

Procedure n 98/2009

PENN LILAC TRADING Applicant of the above mentioned file, in which the Inter-ministerial Fishing Commission (CIP), notified to the Order of pages..., requires to your Honour to accept the filling of the proof of the payment of the initial court fees.

P.E.D

Lawyers Junta: 1 (um) doc.

10 Warrant, 18 December 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)

Order, 16 December 2009, Regional Court of Bissau (in Portuguese) (not reproduced)

- English translation of Warrant and Order

REPUBLIC OF GUINEA BISSAU

SUPREME COURT

REGIONAL COURT BISSAU

TRANSGRESSION SECTION

Court Warrant

| Proceeding | Number | Secretariat / Section |
|--------------------|---------|-----------------------|
| Provisional orders | 98/2009 | Transgression |

His Exc. Judge, Dr. Marcos Victor Indami, requests to notify the persons mentioned hereby of the Judgment's content, whose copies will be submitted through a notification act, in the terms and for the effects indicated:

TO BE NOTIFIED

| | |
|---|---|
| 1 | PENN LILLAC TRADING, represented by Dr Ismael Mendes de Medina and Dr Emilio Ano Mendes, lawyers with office in Bissau. |
|---|---|

Bissau, 18 December 2009

Protective Order not Specified

Proceeding No 98/09

PENN LILLAC TRADING, ship-owner have submitted the present conservatory act against the Secretary of Treasure, invoking that:

- The claimant has submitted the present conservatory act not specified on 28 October 2009, and it was pronounced on 4 November and notified to the parties on 6 and 11 November 2009, 2 to 37, 55 to 61, 62, 63, 64, 67 and 68 of the judicial ruling within Proceeding No 74/2009;
- In a contempt regarding the decisions taken by Court, the Secretary of State for Treasure ordered on November, 3rd, the unloading of the oil tanker NOT UNDERSTANDABLE;
- In case the case proceeds to be executed, it will cause serious damages to the claimant and the good name of Guinea Bissau regarding its international trade and any foreign investors;
- Finally, it finally requests that the respondent is notified of all measures and rulings in order to abstain of any practices which would continue causing serious damages to the claimant, and proceed with the immediate refund of the unloaded oil and all those related costs;
- The current proceeding follows all that established by article 400.2 Code of Civil Procedure, v.g. 2 to 18, 19, 20 to 35.

The Court is competent to decide on this matter based on the nationality, subject matter and hierarchy.

The form of the proceeding used is legally admissible.

The parties have legal personality and are lawful.

The proceeding is not subject to invalidity.

There are not any other exceptions or procedural issues which are necessary to highlight.

It is decided:

- Article 399 Code of Civil Procedure states that “when someone shows grounded fear that others, before the action is firm or pending, can cause serious damages and difficult the protection of his rights, if the case does not suit any of the procedures set out in this chapter, the measures appropriate to the situation, including the authorisation to perform certain acts, the summons for the defendant to refrain from certain conduct, or delivery of movable or immovable, which are the subject of the action, to a third party, your trustee.
- The claimant’s is founded on an existing right or on a right rising from a constitutive action, following a proposal of [...].
- The law alleged in this action is the claimant’s property right in relation to the confiscated oil and requested by a non-legitimate administrative act.
- It must be borne in mind that, as stated in the original application, it is founded that the respondent has seriously and irreparably damaged the claimant’s right of property.
- The claimant requires that the respondent does not sell or use the confiscated oil, and returns the oil to the vessel in order not to damage the claimant and allows him to decide on the original action submitted.
- The proceeding’s requirements are the following:
 - It is founded that, before the request of the original action, causes serious damages or difficult to repair to the claimant’s right;
 - Serious possibility of an existence of a threaten to the concerned right;
 - The appropriateness of the requested action, in order to avoid any damages;
 - Finally, that the result of the action cannot be greater than the damage suffered, or that the result of the action does not exceed the damage suffered originally.

It is true that the claimant has been confiscated of its oil from the vessel. The damage has been already suffered, and it is founded that the claims are adequate to avoid further damages.

In the case at hand, the concerned vessel is a commercial fishing vessel. The claimant has been deprived of its vessel, and in case its oil would be sold, he cannot obtain any benefit from it.

The confiscation/seizure of a good requires effective judicial protection, as established by the Constitution from sovereign and competent courts for the administration of justice on behalf of the citizens. As a result, a legal action of seizure, for which a legal interpretation is required is not the purpose of an administrative proceeding, given that the administrators cannot impose the law.

The respondent, with its seizure has caused the claimant a damage which is difficult to repair given that, even if a protective order has been submitted, the claimant will not be able for a period of time to use his fishing vessel or obtain any profits from the commercialisation of its oil to other fishing vessels, which in fact causes degradation to the entire vessel.

Given that it is not the purpose of this court to agree with one of the parties, the court prefers that the parties to a legal proceeding find an agreement, given that it is questioned the right of property.

Given that the court is willing to avoid any damage, the ruling in the present judgment cannot result on a greater damage to that which is required to avoid in the present action. The Court considers that for the solution of the current action it is only required to return the oil to the vessel and proceed, within the competent forum, before the relevant court to rule on disputes involving the aforementioned issues.

By virtue of possible fraudulent actions for the claimant's interests which could frustrate the current action [*not clear*] on the basis of article 400 Code of Civil Procedure, v.g. 2 to 18 of the rulings.

Based on all the aforementioned, I consider as appropriate the current action and, as a result:

- a) Impose the immediate return of the unloaded oil to the claimant's vessel, being the respondent responsible of all costs for its devolution;
- b) Avoid any practices against this judgment, which could have as a consequence criminal responsibility;
- c) Notify to the respondent and the claimant following the mandate of articles 400 and 382 Code of Civil Procedure;
- d) The legal costs must be paid by the respondent, as well as the legal fees are reduced by 2/4, on the basis of article 453 and 446 Code of Civil Procedure.

Bissau, 16 December 2009.

District Judge, the President,

11 Order, 17 February 2010 (in Portuguese) (not reproduced)
Statement from the Ministry of Finance to the Regional Court of Bissau
(in Portuguese) (not reproduced)
- English translation of Order
- English translation of Statement

Proc. 98/2009

- Order –

Proceed with the notification of the deed and the content of the Ministry of Finance's reply, as stated in pages 55 of the judgment.

- [...]

Bissau, 17/02/2010

**Mr Judge
Criminal Court
Regional Tribunal
BISSAU**

Proc. Number 98/2009

The Ministry of Finance, notified of order dated 13.01.2010, claims

1st

Its obligation, under the pending protective order is of not acting

2nd

Meaning that the State, through any of its ministerial departments / Secretary of State of the Treasury should not interfere in the possession of any gear or equipment and much less on the seized vessel.

3rd

We manifest our perplexity and incomprehension of the order notified and we express our disagreement.

4th

The State, through the Inter-ministerial Commission for Maritime Surveillance, which is the other interested party in this dispute, considers it has respected all decisions from this Tribunal regarding this case.

5th

In relation to the State, its legal representation is performed by the Public Prosecutor's Office. It has not been proved that the Public Prosecutor's Office has been notified of your order.

Conclusion

Respecting all stated in your order, the State does not consider it has infringed the law, namely Law 6-A/2000, of 22 August.

On the contrary, its acts comply with the case-law and jurisprudence, as well as with that stated in Articles 3(3)(c) and 52 of the aforementioned Law 6-A/2000, of 22 August.

The Lawyers,

Mario Filomeno Mendes Pereira

Mario Bandanhe

(Traduction du Greffe)

Affaire No. 19 « VIRGINIA G »

**Réponse de la République du Panama aux questions supplémentaires
posées par le Tribunal le 6 septembre 2013**

Réponse aux « Questions aux parties, II »

Question : *Les Parties peuvent-elles présenter des documents (notamment une copie des factures) à l'appui du montant des réparations demandées ?*

En réponse à la question du Tribunal, nous vous prions de trouver ci-joint les documents demandés (dûment indexés dans chaque dossier), ainsi que les observations du Panama figurant dans la lettre de couverture.

Dossier 1

1. Rapport d'expert d'Alfonso Moya Espinosa (reproduit ici pour la commodité du Tribunal).
2. Rapport d'expert de Kenneth Arnott (reproduit ici pour la commodité du Tribunal).
3. Complément d'information et historique des conditions de recrutement de certains membres de l'équipage.
4. Attestation de certains fournisseurs montrant que les dettes figurant dans les rapports d'expert sont encore en cours.
5. Complément d'information sur les frais de justice engagés dans l'affaire No. 19.

Dossier 2

Un ensemble de documents relevant de 17 catégories (présentées selon la même chronologie que celle suivie dans les rapports de MM. Moya et Arnott).

Observations du Panama

• **Chronologie / organisation**

Les documents joints pour les points 1 à 16, ainsi que la charte-partie au point 17 (après rectification)¹ concernent le poste principal de l'indemnisation demandée par le Panama, à savoir, les frais, préjudices et pertes subis par le propriétaire du « VIRGINIA G » et d'autres personnes et entités directement liées aux opérations du navire ou ayant un intérêt dans celles-ci, y compris, sans s'y limiter, dans la cargaison.

Pour la commodité du Tribunal, la chronologie des points 1 à 17 suit celle utilisée dans les rapports de MM. Moya et Arnott. Chaque catégorie est expliquée plus en détail dans la section correspondante du rapport de M. Arnott (page 12 et suivantes).

¹ Ce document a initialement été communiqué en tant qu'annexe 13 du mémoire.

- **« Point 12 » - précisions concernant les frais afférents aux avocats et aux experts (jusqu'en 2011)**

Les coûts figurant au « Point 12 » ont trait aux honoraires des avocats et des experts au mois de janvier 2011. Ces frais sont principalement dus au travail réalisé par le conseil local en Guinée-Bissau dans le cadre des procédures/mesures engagées par le propriétaire. Ils comprennent aussi les honoraires demandés par Juan Soroeta Licerias (Professeur de droit international public) pour son opinion juridique dans laquelle il a procédé à une analyse préliminaire de la question dans la perspective du droit international, ainsi que les honoraires de SJ Berwin pour son premier engagement en vue de conseils et d'orientations sur les procédures en droit maritime international.

Nous reconnaissons que l'estimation prévisionnelle des frais de justice donnée aux paragraphes 450 et 485 de la réplique du Panama et reflétée au « Point 12 » (c'est-à-dire environ 150 000 euros) était en fait incluse dans l'estimation totale des coûts calculée par Alfonso Moya et confirmée par Ken Arnott. Il s'agit d'une erreur, et cette mention visait à mettre en évidence le montant estimatif des frais de justice engagés et non à réclamer ce montant deux fois.

Le montant de 150 000 dollars E-U reste d'actualité et est toujours demandé, mais non en tant que partie intégrante des 4 221 222,54 euros indiqués au paragraphe 450 de la réplique du Panama.

Cependant, des frais supplémentaires ont été engagés de 2011 à ce jour au titre des honoraires des conseils et agents du Panama, à hauteur d'environ 160 000 euros, comme indiqué dans le **dossier 1, document C**.

Nous prions respectueusement le Tribunal de tenir compte de ce montant, outre les frais d'avocat et d'expert mentionnés précédemment, lorsqu'il déterminera le montant alloué au titre de cette catégorie de coûts.

- **« Point 14 » - amortissement au prorata de la valeur du « VIRGINIA G » pendant son immobilisation**

(Valeur-assurance) 1 000 000 d'euros x 5 % x 474/365 = 64 931,51 euros

Le montant demandé au titre de l'amortissement de 5 % pendant la période d'immobilisation du navire en Guinée-Bissau, soit 474 jours, devrait être considéré comme intégralement applicable à la période d'immobilisation. Le « VIRGINIA G » étant assuré pour une valeur de 1 100 000 euros, la valeur d'un million d'euros a été utilisée aux fins du calcul de l'amortissement sur une durée de service de 20 ans. La perte pourrait en fait avoir été plus importante étant donné que la valeur marchande du navire après la mainlevée de son immobilisation pourrait avoir diminué, accroissant ainsi la perte subie par son propriétaire.

- « Point 17 » - charte-partie du 1^{er} janvier 2009 avec Lotus Federation

Ce document a déjà été présenté en tant qu'annexe 13 du mémoire du Panama. Cependant, des erreurs de traduction ont été relevées au cours des audiences. Le document est donc présenté à nouveau, assorti d'un *corrigendum*.

- 10 % de majoration

Une majoration de 10 % a été appliquée au montant des coûts, préjudices et pertes. Ce pourcentage a été ajouté à titre de manque à gagner à venir du fait de la perte de réputation subie par le navire et par son propriétaire à la suite de la publication d'informations, de la saisie et de l'immobilisation.

- **Dettes toujours en cours**

Afin de mettre à jour et de revérifier les informations relatives aux dettes du propriétaire du navire envers ses fournisseurs/créanciers pour le « VIRGINIA G » et l'« IBALLA G », nous avons demandé et obtenu des attestations de certains fournisseurs tendant à étayer que les montants restent dus. Ces attestations, qui figurent dans le **dossier 1, document B**, ont trait à ce qui suit :

HOZMAR

- Facture 361/08 **Point 13**
- Facture 97/10 **Point 8**
- Facture 98/10 **Point 8**
- Facture 99/10 **Point 8**
- Facture 100/1 **Point 8**
- Facture 101/10 **Point 8**
- Facture 121/10 **Point 8**

S.M.A

- Facture 20090926 **Point 7**
- Facture 20101045 **Point 7**
- Facture 20100542 **Point 7**

RAMOS

- Facture 410/10 **Point 8**
- Facture 460/10 **Point 8**
- Facture 482/10 **Point 8**
- Facture 483/10 **Point 8**
- Facture 490/10 **Point 8**
- Facture 498/10 **Point 8**

BRIDGECOM

- Facture 1119/10 **Point 8**

- Facture 1195/10 **Point 8**
- Facture 49/11 **Point 8**
- Facture 252/11 **Point 8**

REPNAVAL

- Facture 08/03648 **Point 13**

• Contrats d'engagement des membres de l'équipage

Des copies de trois contrats d'engagement maritime (ceux du capitaine, Eduardo Blanco Guerrero, du second, Fausto Ocaña Cisnera, et d'un matelot, Pablo Do Santos Mota) sont fournies à titre d'information sur les conditions d'embarquement à bord du « VIRGINIA G ». **Dossier 1, document A.**

Il n'existe pas de factures relatives aux achats de nourriture. Comme il est indiqué dans le rapport Arnott, l'équipage a été modifié au cours des 14 mois afin de minimiser les coûts tout en conservant à bord les effectifs requis aux fins de la sécurité. Sur les 14 mois, on compte 125 mois-hommes pour la nourriture et les salaires. Les dépenses alimentaires sont estimées et réclamées au taux moyen de 168 euros par membre d'équipage et par mois (ce qui semble raisonnable).

Après la mainlevée de l'immobilisation du « VIRGINIA G » et immédiatement avant sa remise en service, le calcul des dépenses alimentaires est établi sur la base de 6 euros par membre d'équipage et par jour. Par comparaison avec le précédent calcul moyen établi pour la période d'immobilisation, les dépenses alimentaires pour la période qui a suivi la mainlevée sont estimées à 2 964 euros (ce qui semble raisonnable).

• Autres intérêts directement liés au « VIRGINIA G », notamment l'« IBALLA G »

Dans ses pièces de la procédure écrite, le Panama explique comment l'« IBALLA G » (battant lui aussi pavillon panaméen), enregistré auprès d'une société sœur, la Penn World Inc., était affrété coque nue à Penn Lilac pour 4 ans (voir l'annexe 12 du mémoire).

Le « VIRGINIA G » a été immobilisé (et hors service) pendant 14 mois, au cours desquels le propriétaire a subi de lourdes pertes financières qui ont gravement affecté la liquidité de la société, ce qui s'est répercuté sur l'exploitation de l'« IBALLA G ». Par conséquent, les créanciers ont fait une demande de saisie à l'encontre de ce navire également. Le 6 septembre 2009, l'« IBALLA G » a amarré dans le bassin Reina Sofía du port de Las Palmas pour s'y approvisionner en combustible, en eau douce et en vivres. Il a alors été saisi à la demande des créanciers dans le cadre de quatre actions en justice (introduites par Central Reparaciones La Luz, Albatros, Cepsa et Taller Sanper). L'« IBALLA G » a été mis à quai dans le port de Las Palmas. L'équipage a alors lui aussi demandé la saisie du navire, au motif du défaut de paiement des salaires. La société REPNAVAL réclame

encore le règlement d'une créance concernant l'« IBALLA G » (**dossier 1, document B**).

En outre, lorsque le « VIRGINIA G » a été arraisonné et immobilisé avec sa cargaison de gazole, la charte-partie avec Lotus a été résiliée. Par suite de cette résiliation, les sociétés qui avaient un intérêt commercial direct dans l'exploitation du navire (parmi lesquelles Gebaspe SL) ont perdu l'une de leurs principales sources de revenu et ont alors connu de graves problèmes de liquidités.

Le Tribunal est respectueusement prié d'examiner les coûts, préjudices et pertes subis par les entités directement liées à l'exploitation du « VIRGINIA G » et de déterminer le montant qu'il juge approprié à cet égard.

Il est renvoyé au paragraphe 172 de l'arrêt en l'*Affaire du navire « SAIGA » (No. 2)* rendu par le Tribunal :

172. De l'avis du Tribunal, Saint-Vincent-et-les-Grenadines a droit à une réparation pour les dommages subis directement par elle, ainsi que pour les dommages ou autres pertes subis par le Saiga, y compris toutes les personnes impliquées dans l'activité du navire ou qui ont des intérêts liés à cette activité. Les dommages ou autres pertes subis par le navire et toutes les personnes impliquées dans son activité ou ayant des intérêts liés à cette activité comprennent les dommages aux personnes, l'arraisonnement, l'immobilisation, la détention illicites ou d'autres formes de mauvais traitements, les dommages aux biens ou la saisie de biens et d'autres pertes économiques, y compris la perte de revenus.

- **Pertes/préjudices subis par la République du Panama**

Comme l'a indiqué le Panama dans ses conclusions finales, qui ont été présentées au Tribunal lors de l'audience du 6 septembre 2013, le Panama retire l'une des catégories d'indemnisation demandée, à savoir celle au titre du préjudice (matériel et moral) causé au pavillon panaméen, d'un montant de 1 200 000 euros. Pour cette catégorie uniquement, le Panama prie le Tribunal d'ordonner à la place des réparations sous forme de satisfaction/d'excuses par la Guinée-Bissau au Panama et à son navire, le « VIRGINIA G », ainsi qu'à tous ses intérêts, au titre spécifiquement des allégations faites et publiées après l'arraisonnement et du préjudice qui en est résulté.

- **Indemnisation de l'équipage**

Le Panama a prié le Tribunal d'étudier la demande de réparations présentée par le Panama, d'un montant de 65 000 euros, à titre d'indemnisation de l'équipage du « VIRGINIA G » pour la détresse éprouvée lors de l'arraisonnement et tout au long des 14 mois d'immobilisation du fait des agissements du Gouvernement bissau-guinéen. Le Tribunal doit examiner cette demande dans un souci d'équité, en se fondant sur le droit international et la jurisprudence. Une justification de cette demande figure dans le mémoire et la réplique.

- **Caractère raisonnable de l'indemnisation demandée/documents**

Le Panama estime que les documents et arguments présentés font apparaître une évaluation juste et raisonnable des coûts, préjudices et pertes subis par le propriétaire du « VIRGINIA G » et de l'« IBALLA G », ainsi que par toutes les entités et personnes impliquées dans leurs activités ou ayant des intérêts liés à ces activités, en conséquence directe des mesures prises par les autorités bissau-guinéennes le 21 août 2009 et des mois d'immobilisation qui ont suivi.

Les documents présentés ont été vérifiés. Toute inexactitude qui pourrait être relevée serait mineure. Les documents sont soit des originaux soit une copie de l'original.

• Conclusion

Pour conclure, le Panama renvoie le Tribunal à la partie de l'arrêt en l'Affaire du navire « SAIGA » (No. 2) portant sur les réparations :

170. Selon une règle bien établie du droit international, un Etat qui a subi un préjudice à la suite d'un acte illicite d'un autre Etat est en droit d'obtenir réparation du préjudice qu'il a subi du fait de l'Etat qui a commis l'acte illicite, et « la réparation doit, autant que possible, effacer toutes les conséquences de l'acte illicite et rétablir l'état qui aurait vraisemblablement existé si ledit acte n'avait pas été commis » (Usine de Chorzów, fond, arrêt n° 13, 1928, C.P.J.I. série A n° 17, p. 47).

171. La réparation peut se présenter « sous une ou plusieurs des formes de réparation : restitution en nature, indemnisation, satisfaction et assurances et garanties de non-répétition » (article 42, paragraphe 1, du projet d'articles de la Commission du droit international sur la responsabilité des Etats). La réparation peut prendre la forme d'une réparation pécuniaire pour les dommages économiquement quantifiables, tout comme pour les dommages non matériels, selon les circonstances de l'espèce. Ces circonstances incluent des éléments tels que le comportement de l'Etat qui a commis l'acte illicite et la manière dont les violations ont été commises. Une réparation sous la forme d'une satisfaction peut également être accordée par une déclaration judiciaire indiquant qu'il y a eu violation d'un droit.

172. De l'avis du Tribunal, Saint-Vincent-et-les-Grenadines a droit à une réparation pour les dommages subis directement par elle, ainsi que pour les dommages ou autres pertes subis par le Saiga, y compris toutes les personnes impliquées dans l'activité du navire ou qui ont des intérêts liés à cette activité. Les dommages ou autres pertes subis par le navire et toutes les personnes impliquées dans son activité ou ayant des intérêts liés à cette activité comprennent les dommages aux personnes, l'arraisonnement, l'immobilisation, la détention illicites ou d'autres formes de mauvais traitements, les dommages aux biens ou la saisie de biens et d'autres pertes économiques, y compris la perte de revenus.

Nous sommes certains que ce qui précède et les pièces jointes fournissent suffisamment de renseignements aux fins d'examen par le Tribunal. Nous restons à la disposition du Tribunal pour répondre à toute autre question.

(Formule de courtoisie)

(signé)

Ramón García-Gallardo

Conseil et agent de la République
du Panama

Affaire No. 19, navire « VIRGINIA G »

(signé)

Alexander Mizzi

Co-conseil et co-agent de la
République du Panama

*Affaire No. 19, navire
« VIRGINIA G »*

INDEX

DOSSIER 1

| | |
|--------|---|
| Onglet | |
| 1 | Rapport établi par Alfonso Moya Espinosa |
| 2 | Rapport établi par Kenneth Arnott |
| A | Exemples de contrat d'engagement maritime de l'équipage (x 3) |
| B | Déclarations de plusieurs fournisseurs attestant que des dettes/factures restent dues |
| C | Déclaration de SJ Berwin concernant les frais de justice - de 2011 à ce jour |

DOSSIER 2 (en deux parties)

| | |
|------------------------------|--|
| Onglet | |
| Point 1 | Salaires et frais de subsistance de l'équipage au cours de son séjour dans le port de Bissau (21/08/2009 - 22/10/2010) |
| Point 2 | Salaires et frais de subsistance de l'équipage depuis la mainlevée de l'immobilisation du « VIRGINIA G » jusqu'à sa remise en service (23/10/2010 - 10/12/2010) |
| Point 3 | Frais de voyage pour rapatrier les membres de l'équipage à leur domicile, puis pour les rappeler après la mainlevée |
| Point 4 | Salaires versés au personnel administratif (chargé de l'appui pendant l'immobilisation) |
| Point 5 | Frais de voyage du personnel à Bissau (inspection du navire) et à Bruxelles (réunions avec le conseil juridique) |
| Point 6 | Factures d'Africargo (Club P&I en Guinée-Bissau) |
| Point 7 | Inspections et gestion des certificats de navigabilité par Shipping & Management agency Corp. |
| Point 8 | Réparations et nouveau certificat de classification du navire (« Plan A ») |
| Point 9 | Dépenses au titre du plan de maintenance, une fois le navire remis en état de naviguer (« Plan B ») |
| Point 10 | Assurance P&I pendant l'immobilisation |
| Point 11 | Coût du gazole pour moteur marin confisqué - 547,68 tonnes à 730 dollars la tonne |
| Point 12 | Honoraires d'avocat et coût des rapports d'expert |
| Point 13 | Quote-part (50 %) des travaux en cale sèche effectués le 4 août 2009 (2 semaines avant la saisie), représentant le manque à gagner dû à l'immobilisation |
| Point 14 | Amortissement au prorata de la valeur du navire pendant l'immobilisation (voir les explications figurant dans les rapports de Moya et Arnott, point 14) |
| Point 15 | Coût du retard de paiement de la facture pour le combustible saisi (due par Gebaspe SL à la Lotus Federation) |
| Point 16 | Perte de revenus concernant le contrat avec Lotus Federation du fait de l'immobilisation du « VIRGINIA G » |
| « Point 17 » (charte-partie) | Pertes occasionnées par la résiliation du contrat conclu avec Lotus Federation, par rapport au nouveau contrat d'exploitation, y compris une copie de la charte-partie du 1 ^{er} janvier 2009 |